

KPB – archief Archives PCB
eigendom / propriété HISPATK-PATHISC
beheer / gestion DACOB & CARCOB

ARCHIEF 88 12

DOOS 6

PB / BP: 32

L62

12

BP 32 - 1987

LES MUTATIONS TECHNOLOGIQUES EN BELGIQUE

Il serait sans doute quelque peu audacieux d'évoquer les aspects de la nouvelle révolution scientifique en Belgique en les isolant d'un processus, en fait, éminemment international. D'autant plus international, voire supranational, que la transposition, dans l'activité socio-économico-culturelle des technologies de l'information, est véhiculée par un double besoin : d'abord, celui de dominer la complexité induite par l'internationalisation de la production et à présent du commerce, des flux financiers et de certains autres services. Les travaux du GATT, qui mettent déjà en évidence les divergences politiques fondamentales sur la manière d'avancer dans l'intégration planétaire des services, n'en confirment pas moins la nécessité d'assumer une réalité ; d'autre part, la perspective de majorer, de façon spectaculaire, la productivité dans les diverses sphères s'impose aux deux systèmes socio-économiques en place, avec évidemment des motivations fondamentalement opposées quant à la manière d'affecter les accroissements de plus value dégagée. Pucés et fibres optiques, comme machines à vapeur et télégraphe, auront des versions capitalistes ou socialistes selon les conditions et les objectifs de leur mise en oeuvre.

Ensuite, le contenu capitaliste - qui nous concerne au premier chef - donné à cette révolution technologique est lui aussi transnational, parce qu'il est mis en oeuvre dans un système à la fois de plus en plus intégré comme confronté globalement, depuis la fin des années 60, à une stagnation puis à une baisse du taux de profit.

(Tableau)

Le néolibéralisme, dans ses diverses démarches, est une tentative de sortir de cette baisse tendancielle en se référant sans doute aux thèses de Kondratieff et de Schumpeter concernant le cycle de croissance et le cycle d'innovation. "Dans le passé, le changement technologique a été la force agissante majeure de la croissance économique. Environ 80% de la croissance en valeur ajoutée entre 1950 et 1976 s'explique par ce facteur".(1)

Affirmer cela sans plus, c'est évidemment oublier qu'entre les deux fonctions sinusoïdales, celle de la croissance (Kondratieff) et celle du progrès technologique, en avance de phase d'une demi-période - soit plus ou moins 25

ans - il doit en exister une troisième. Cette dernière est évidemment difficilement quantifiable puisqu'elle devrait traduire la montée des luttes sociales ayant pour conséquence de redistribuer en pouvoir d'achat, en salaire différé ou en dépenses publiques de formation, de culture, de santé, d'investissements matériels, les accroissements de plus-value engendrés par le progrès technique.

En évacuant la lutte des classes, la droite néolibérale - qui domine politiquement voire idéologiquement en Occident - impose un concept mécaniste liant exclusivement croissance du PNB à transposition des nouvelles technologies. Elle confirme cela en répétant, après l'ex-chancelier social-démocrate Schmidt que "les sacrifices d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après-demain". Elle le confirme aussi en voyant dans la décennie prochaine, l'émergence d'une nouvelle prospérité répondant comme un écho aux "sommets de bien-être" consacrés par les golden sixties.

Rien ne dit d'ailleurs que cette droite ait tort quant à l'annonce d'une croissance, différente certes, mais réelle pour la fin du siècle. Mais la cause de celle-ci viendra, non d'une seule mutation des technologies de production, de gestion, mais bien du contenu qu'ont encore à définir de larges couches populaires, quant à la mise en oeuvre de celles-ci et surtout quant à la façon de redistribuer les majorations de productivité induites.

Les spécificités belges

En dépit de son aspect transnational - puisqu'il nous faut considérer les nations comme des systèmes ouverts et remonter à la planète entière pour y voir, pour l'instant, un système fermé - la révolution scientifique et technique a quelques particularités. D'abord un caractère "pilote" que le pays joue dans une certaine mesure, malgré lui, dans les mutations. Ensuite, et c'est sans doute lié à la caractéristique précédente, un facteur multiplicatif de bien des conséquences de ces mutations.

L'aspect pilote relève, pour l'essentiel, d'une option prise depuis plus de 30 ans par les gouvernements successifs mais aussi par les pays partenaires du Benelux. Celle d'avoir vocation de faire de cette petite zone européenne, la plaque tournante d'un tertiaire international. Pour la Belgique, cette option n'est pas étrangère à la faiblesse, voire à l'absence de courant nationaliste, ni au succès du courant atlantiste, tant dans le monde patronal - notamment dans le chef des dirigeants du premier holding, la Société Générale de Belgique - que dans les structures politiques et syndicales du courant réformiste qui domine nettement les couches populaires. La situation géographique assez centrale en Europe a aidé aussi le pays à servir de réceptacle à de nombreuses institutions

internationales dont l'OTAN et la Communauté européenne. Mais c'est surtout par la politique dite de reconversion industrielle que la Belgique a complété ses appétits de pays ouvert au capital étranger et à ses centres décisionnels, en attirant après 1960, les multinationales américaines principalement dans le cadre d'une politique dite de reconversion industrielle. Celle-ci s'est attachée à compenser les pertes d'emplois résultant des fermetures charbonnières et d'une première vague de désindustrialisation en Wallonie, dans l'industrie lourde et les fabrications métalliques, par l'appel massif et fiscalement complaisant aux investissements étrangers.

Le développement du port d'Anvers, l'industrialisation de la Flandre, le maintien précaire d'une base industrielle dans le Sud du pays jusqu'à l'orée des années 80, est le résultat d'une telle ouverture, avec pour conséquence, l'implantation des sièges sociaux et des centres gestionnels, pour l'Europe, des géants américains (ITT, IBM,...). Ce recentrage sur l'emploi tertiaire s'est confirmé par la poursuite d'une politique de drainage du transit commercial (aménagement d'Anvers, de Zeebrugge, travaux autoroutiers, projet de centre mondial du commerce).

C'est ainsi que la valeur ajoutée brute, et à prix courant en % du PNB, a évolué de façon particulièrement spectaculaire en faveur du secteur tertiaire au cours des 30 dernières années.

	<u>1955</u>	<u>1982</u>	<u>1985</u>
<u>Valeur ajoutée brute (% du PNB)</u>			
Agriculture	7,2	2,4	
Industrie	40,9	31,4	
Tertiaire	51,7	67,1	

De même la ventilation entre ces 3 secteurs de la population active témoigne de la chute du poids quantitatif de la classe ouvrière au sens classique du terme.

	<u>1955</u>	<u>1984</u>
<u>Part de la population</u>		
<u>active</u>		
Agriculture	8,5%(310.000)	2,9%(106.000)
Industrie	43,7%(1.587.000)	29,8%(1.083.000)

Tertiaire	40%(1.450.000)	67,3%(2.445.000)
-----------	----------------	------------------

La tertiarisation accentuée est encore confirmée par le poids croissant des services dans la formation brute de capital fixe (en % du total).

	<u>1970</u>	<u>1975</u>	<u>1980</u>
Agriculture	2,3	3	2
Secondaire	34,6	29,2	22,8
Tertiaire	63,1	67,8	75,2

On notera que le poids du secteur tertiaire belge est supérieur à celui de la moyenne européenne (58% du PNB en 1984) et rejoint davantage la moyenne mondiale (63% du PNB mondial) (2)

On notera également que le poids important du tertiaire ne correspond nullement à un critère de performance dans le développement économique.

Part des services dans le PNB

Chilien	64,2%
Vénézuélien	66,9%
Colombien	72,5%

D'ailleurs la Belgique, qui bat les records européens dans ce secteur, est notoirement à la traîne quant au niveau de la production selon le contenu en recherche et développement. (Etudes économiques - OCDE p. 17).

(insérer tableau)

Dans les années 65-75, une part importante de la perte d'emplois dans le secteur industriel a été compensée par l'accroissement spécifique du tertiaire, en ordre principal par le développement de la grande distribution, le foisonnement des agences bancaires, l'extension du secteur assurances. Dans le secteur public, les pôles de croissance emploi ont été : la large pénétration de l'enseignement rénové, principalement en Wallonie, le développement des

sociétés intercommunales et leur diversification vers de nouveaux services. La productivité a évolué moins vite dans ces divers sous-secteurs que dans l'industrie manufacturière.

De 1960 à 1973, le taux de croissance annuel moyen dans l'industrie et le secteur énergétique a été de 6,5% et de 5,2% pour la période 1973-1980.

Dans les services marchands, les taux de croissance correspondants ont été de 2,6% et de 1,2%.

Le tableau suivant confirme à la fois la baisse générale du taux de croissance moyen de productivité ainsi que les décalages sectoriels.

Taux de croissance annuel moyen de la productivité de 1978 à 1982

Ensemble de l'économie	1,6%
<u>primaire</u> : agriculture, pêche, sylviculture	7,3%
<u>secondaire</u> : industries extractives	-0,4%
industries manufacturières	3,8%
industries de construction	-0,1%
industries énergie-eau	0,9%
<u>tertiaire</u> : commerce-réparation	
cafés, restaurants, hôtels	1,5%
transports-communications	2,7%
services (banques-assurances)	0,1%

L'intégration en cours de la bureautique, de la télématique, et des applications spécifiques aux sous-secteurs de l'information répond à une volonté d'élever la productivité. Cependant, vu la stagnation relative du marché résultant d'une perte de pouvoir d'achat moyen des ménages, de l'ordre de 15% depuis 1982, la plupart des services liés à la consommation populaire (distribution, Horeca, tourisme, assurances...) ne peuvent majorer cette productivité que par une baisse des effectifs. Les investissements nouveaux ayant soit pour conséquence de réduire le capital variable (analogie avec l'industrie lourde), soit par le jeu de la concurrence monopoliste de capter des parts du marché à d'autres concurrents (petit commerce, artisanat, PME), donc de réduire du capital variable ailleurs dans le même sous-secteur.

(insérer graphique taux de profit)

Quant au processus d'informatisation dans la fonction publique, il va seulement entrer en gestation, suite à la création par le gouvernement, d'un poste de Secrétaire d'Etat chargé spécialement de mettre en oeuvre ce processus, lequel enclenchera une rationalisation de la fonction publique. La diversification qualitative des services publics n'étant pas à l'ordre du jour des préoccupations gouvernementales.

L'informatisation des services, liés au marché intérieur, se développe dans le cadre des réponses classiques néolibérales concernant la mise en oeuvre d'une baisse de l'emploi. Substitution de l'emploi à temps partiel au temps plein, non remplacement des partants, prépensions financées en grande partie par les pouvoirs publics ; les schémas sont suffisamment connus pour ne pas être détaillés. On notera cependant que les mutations emplois ne sont que quantitatives ; l'informatisation du tertiaire comme du secondaire se faisant en partie au détriment du personnel le moins qualifié.

Ainsi, la Banque Bruxelles-Lambert d'Anvers (118 agences) a procédé, de 1977 à 1983, à l'informatisation des succursales. L'opération se traduit par un renforcement relatif des catégories les plus qualifiées.

	<u>1977</u>	<u>1983</u>
Cadres de direction	2,4%	2,6%
Cadres (5 niveaux)	22,5%	25,1%
Employés (niv.1-supérieur)	12,1%	17,6%
niv.2	35,2%	36,1%
niv.3	21,4%	14,9%
niv.4	1,7%	1,1%
niv.5	1,4%	0,4%

Mobilité plus grande du personnel, polyvalence et nécessité d'une formation plus poussée, restent les données classiques de la mutation qui dans la mesure où une politique de reconversion du personnel est, dans l'immense majorité des cas, inexistante - le patronat dégageant le personnel peu qualifié ou déqualifié, et le remplaçant par un appel à des jeunes diplômés qui se voient imposer des conditions salariales inférieures aux normes anciennes - les conditions d'une dualisation sociale sont créées et accentuées.

Tertiaire, tertié, informationnel

Ont été explicitées, la croissance pondérale du tertiaire dans le PNB comme la part correspondante sectorielle dans la population active. Resteront sans doute à éviter, les confusions entre tertiaire et informationnel dans la mesure où le premier est un fourre-tout réunissant, à la fois, bureaux d'études, banques et cireurs de chaussures ou vendeurs de boudins à l'entrée des stades sportifs.

Si l'on définit le secteur informationnel comme étant celui où l'on produit, transforme, traite, stocke des données, donc des biens "immatériels", il apparaît que ces activités ne constituent, à la fois, qu'un sous-ensemble des services mais en englobent aussi d'autres répertoriées actuellement dans les secteurs manufacturiers et agricoles. La prudence s'impose donc et l'on retiendra plutôt que la "mesure" "service", celle avancée par l'OCDE qui estime que de 1950 à 1980 la population active de l'informationnel est passée de 20% à 45/50% du total dans la plupart des pays capitalistes développés.

Cette évolution traduit, à la fois, le caractère exponentiel du progrès scientifique notamment dans le domaine fondamental, l'augmentation de la vitesse de transposition (5 ans en moyenne) tant dans l'industrie que dans les services. Une telle évolution correspond, en outre, au besoin de dépasser les complexités nées d'une intégration semi-planétaire des processus de production et des flux commerciaux et financiers. Il y a là, en fait, un cheminement dialectique puisque les capacités nouvelles de gérer "multinationalement" accentuent à leur tour le processus d'internationalisation des échanges.

Dans le monde capitaliste, la technologie électronique numérique est entrée dans le domaine de l'application à un moment où les problèmes de communication et de contrôle étaient les obstacles majeurs à la concentration du capital. Les bénéfices des économies d'échelle dans la production étaient souvent perdus, du fait d'un mauvais contrôle et d'une incapacité à s'adapter aux opportunités de nouveaux marchés. La décentralisation, les scissions, etc... furent autant de tentatives pour surmonter ces problèmes.

Une autre approche fut de perfectionner les systèmes d'information verticale et horizontale et la technologie électronique se trouva être le moyen le plus efficace dans ce domaine. La tendance capitaliste à la décentralisation s'est estompée, les nouvelles technologies permettent de reconcentrer le pouvoir de décision, ce qui n'est d'ailleurs nullement en contradiction avec la tendance actuelle à la filialisation, au morcellement juridique des entités de production et de services.

L'intégration verticale (matière première ou énergétique, transport, transformation (semi-finis), transformation (finis), commercialisation) ou horizontale (production-transport-concentration-assemblage) se sont saisies l'une et l'autre des nouvelles technologies pour accentuer la vitesse du cycle de reproduction du capital (A-M-A') notamment en réduisant l'importance des stocks, en comprimant les temps de transport et de manutention des biens

(contenerisation, informatisation des opérations portuaires), du tourisme aérien, de la grande distribution ; celui des banques ont été parmi les premiers en Belgique à intégrer largement les moyens informatiques à leur activité. La télématique appliquée à la réservation des places dans les transports aériens, liant les terminaux d'agences touristiques aux centraux des tours opérateurs, permet, notamment, de maximaliser le taux d'occupation des avions. La percée impressionnante du groupe Colruyt dans la distribution n'est pas étrangère au fait qu'il s'est, le premier, informatisé complètement concentrant dans une unité de contrôle liée aux caisses enregistreuses de ses succursales, les données des ventes, donc celles des réapprovisionnements quotidiens.

Le secteur bancaire belge s'est rapidement doté des cartes électroniques de crédit bancaire. Celles-ci sont d'ailleurs généralisées dans leur usage aux paiements dans la plupart des stations services débitant l'essence, et dans bon nombre de magasins indépendants. Les banques belges participent au système SWIFT, un réseau électronique interbancaire pur qui assure 24H sur 24H une liaison automatique entre 1.200 banques dans une quarantaine de pays, ce qui donne lieu à 600.000 transactions par jour portant sur des paiements internationaux. Outre la transmission des extraits de comptes de particuliers ou d'entreprises, SWIFT permet les transactions de valeurs mobilières, l'accès au marché des changes et les crédits documentaires. Ce type de trafic interbancaire croît de 20% par an. (3)

Ces quelques exemples particuliers excluent le rôle croissant de la production, du transfert et du traitement de flux informationnels dans l'ensemble de l'activité économique.

L'information est marchandise. Avec une valeur d'usage, les données brutes ou finies, le logiciel correspond à un besoin pour la gestion, la planification, la conception, le contrôle de production. Biens "immatériels", ils engendrent des économies de capital, réduisent les pertes, les loupés, compriment les temps morts. Ils permettent d'affiner les études prospectives (marché, attitude des consommateurs, évaluation de la concurrence). Ils ont, de façon globale, un rôle déterminant sur l'augmentation de la productivité sociale. Le développement du marché des banques de données, de celui des logiciels confirment, s'il le fallait, la dimension de valeur d'échange de cette marchandise.

De 1979 à 1983, le marché européen des banques de données économiques, financières, et en particulier celles concernant les études des marchés est passé de 588 millions à 564 millions de dollars. Quant aux marchés du logiciel, on l'évaluait à 25 milliards de francs belges en 1985. Et sa croissance était estimée à

Ces deux aspects fort restreints du secteur informationnel (auquel il faudrait ajouter l'ensemble des activités de recherche privées-publiques, l'enseignement, les administrations publiques, les bureaux d'ingénierie, etc..., la presse écrite

et l'audio-visuel...) témoignent quantitativement de l'importance numérique des producteurs-transformateurs de biens informationnels. D'où la prise en compte, lors du dernier congrès du PCB, de l'émergence d'une nouvelle "classe ouvrière" trop partiellement organisée.

Les aspects de la NRS en milieu capitaliste

Depuis 1945, le secteur agricole est passé de 400.000 à 100.000 emplois. C'est dans ce domaine que la croissance de productivité a été la plus spectaculaire, donc la valeur d'usage de la force de travail. Par contre, les revenus des agriculteurs (valeur marchande de la force de travail) n'ont cessé de décroître, obligeant les petits exploitants à de nouvelles hausses de productivité. La réalisation d'une plus-value croissante s'est faite en faveur des monopoles industriels, ceux de l'agro-alimentaire et des producteurs d'équipements, des monopoles commerciaux et financiers par la biais des achats à crédit de l'équipement ; les profits fonciers restant plus modestes. L'encerclement monopoliste de l'exploitation agricole s'est soldé, en terme comptable, par une compression de la valeur ajoutée brute du secteur tant par une réduction des output (blocage des prix agricoles, confinement de l'agriculture dans le rôle de producteurs de semi-produits) et une majoration des inpout (hausses du capital circulant : énergie, engrais, achat de services, coût croissant du matériel, rotation accélérée des investissements).

En résumé, la production agricole est caractérisée par un rapport VA/C partiellement faible.

(insérer tableau)

En outre, le transfert de profit vers le secteur périphérique a été facilité également par le rôle des pouvoirs publics, au travers du budget de la CEE et des achats massifs de celle-ci, pour gommer l'effet des surproductions.

Retenons : transfert de profit et intervention budgétaire publique.

Un processus similaire concerne la production manufacturière dans les pays développés.

Les hausses de productivité constatées dans ce secteur - au travers des restructurations et des économies d'échelle, même si elles restent limitées par la stagnation sensible du commerce mondial et l'émergence de nouveaux producteurs - se traduisent par des hausses de profit qui se réalisent hors secteur manufacturier.

Le cas de la sidérurgie reste exemplaire sans être exclusif. L'encerclement monopoliste, ici aussi, dévie de la réalisation de la plus-value en profit financier via l'endettement auprès des banques privées en profit commercial, dans la

mesure où la vente des produits finis et semi-finis est abandonnée à des filiales distinctes d'entreprises de production ; il en est de même des fournisseurs des matières premières et énergétiques. Ces intermédiaires, qu'ils soient en amont ou en aval de la production, surfactuent les ventes ou sous-facturent leurs achats.

Enfin, les services informatisés de gestion, de commercialisation de brevets sont également juridiquement séparés des entreprises par le processus de la filialisation, ce qui permet également le transfert de profit vers les bureaux d'ingénierie, les vendeurs de logiciel, etc... Là aussi, on constate la même tendance à maximaliser les *input*, à minimiser les *output*, l'abaissement artificiel de la "rentabilité" de l'entreprise servant alors à appuyer les demandes d'aides publiques. Ces dernières, par le biais d'emprunts aux banques privées, servent une fois encore les profits vers le privé financier.

Ce processus d'encerlement n'est possible que dans la mesure où financiers, commerciaux et fournisseurs de biens informationnels articulent leurs activités de façon transnationale. Pour faire face à l'internationalisation des échanges, pour localiser judicieusement les sièges sociaux, de façon à utiliser les opportunités fiscales, que leur laissent les différences dans les législations occidentales sur la taxation des bénéfices d'entreprises. Pour faire pression aussi sur les producteurs dans la mesure où l'étendue et la diversification d'un réseau commercial ou financier favorise le rapport de force distribution/production. On notera que, dans bien des secteurs, les marges bénéficiaires consenties à l'activité commerciale (vente-service après vente) est nettement supérieure à celle dégagée dans la production.

Dans le même ordre d'idées, l'essentiel des profits tirés des ventes d'équipement clé en main vers le tiers monde, et particulièrement vers les détenteurs de pétro-dollars, de 1975 à 1980 ont été drainés par les bureaux d'ingénierie des grands ensembliers comme par les services responsables des montages financiers, bien plus que par les producteurs d'équipements associés, que ceux-ci fassent ou non partie des holdings concernés par ces commandes. Le chaînon industriel, en cela, est comparable à l'exploitant agricole. Consentant ou non, il est pressé de comprimer ses coûts de production en réduisant exclusivement ses coûts salariaux tout en rémunérant copieusement les achats de savoir-faire technologique, gestionnel, commerciaux.

Cette redistribution de profit se fait vers l'informationnel privé et vers le secteur financier (encore que la séparation soit de moins en moins nette vu la tendance à la dématérialisation de la monnaie). Pas vers l'ensemble des services. C'est là que la distinction initiale d'informationnel comme sous-ensemble privilégié des services se caractérise. Dans la mesure où parallèlement la tendance à filialiser ceux des services qui nécessitent des moyens informatisés et des télécommunications modernes, un autre processus vise à "sortir" de

l'entreprise toutes les activités à faible qualification (nettoyage, réparations classiques, restauration, transport...). Mais dans ce cas, les PME concernées, souvent constituées de travailleurs exclus de l'entreprise, sont mises en état de dépendance commerciale. La plus-value faible qui leur est consentie amène ce patronat des "petits boulots" à reporter sur ses travailleurs les conséquences des faibles marges bénéficiaires. Dans ce secteur des PME, nouvelles ou anciennes, salaires et conditions de travail sont d'autant plus précaires que les droits syndicaux sont inexistants en raison de la faiblesse numérique du personnel.

En guise de première synthèse, dire que le capital monopoliste informationnel procède à une dévalorisation du capital fixe des secteurs primaire, secondaire et d'une perte de celui des services. Le développement de la crise du capitalisme monopoliste d'Etat se solde par un engagement accru de l'Etat dans ce processus.

Le dossier télécommunications

Le développement de l'industrie manufacturière a induit celui des transports tant pour assurer l'acheminement des matières premières que la dispersion des produits finis ou semi-finis. Parallèlement, le développement des flux internes, comme transfrontières de données, nécessite une extension impressionnante des réseaux de télécommunications adaptés quantitativement et qualitativement. Organisées en groupe de pression au sein de l'ABUT, qui s'est structurée également au niveau européen, les entreprises grosses consommatrices de moyens de télécommunications mènent campagne afin d'accélérer la modernisation des réseaux. Celles-ci constituent des prérogatives de la régie publique RTT qui dispose d'un monopole en matière de gestion des télécommunications. Monopole qui a déjà été écorné une première fois lors de la création des réseaux locaux de télédistribution en majorité gérés par des sociétés mixtes (public-privé) dans lesquels les holdings d'électricité occupent des positions dominantes. Une seconde fois, par la pratique de la location de lignes privées que la régie octroie aux banques etc... Depuis 1983, les monopoles, relayés par la droite parlementaire, mènent campagne contre la régie sous plusieurs angles d'attaque.

1°) La privatisation partielle du réseau abonnement à la RTT, la gestion de la téléphonie et d'activités à faible rentabilisation, contestant à celle-ci la mise en oeuvre des nouveaux services (télétexte, videotexte, etc.) à haute valeur ajoutée et qui par le jeu d'une tarification croisée, permettrait à la RTT d'accentuer le caractère social, donc des tarifs réduits de service essentiel (téléphone) à l'avantage de couches défavorisées (handicapés, personnes âgées). Le secteur privé entend s'octroyer la part majeure du marché des terminaux achetés par les entreprises et les ménages que nécessitent l'accès aux nouveaux services. Si au niveau du matériel on pourrait accepter l'établissement d'une

concurrence public-privé, l'essentiel du **hardware** étant déjà produit dans le tiers monde, il devrait en être autrement au niveau des logiciels, les communistes comme nombre de syndicalistes s'inscrivant dans le principe voulant qu'une défense des services publics passe par une diversification et une adéquation de ceux-ci ; par exemple, par le développement d'initiatives dans le domaine du **software** nécessaire à la clientèle.

2°) La dérégulation-déréglementation est en vogue en Belgique comme ailleurs. Le monopole de fournitures en matière d'équipements de communication dont la Bell-téléphone, une filiale d'ITT, a bénéficié depuis des décennies, est venu à terme en octobre 86. Cette échéance a provoqué non seulement la décision gouvernementale de mettre fin à cette situation de monopole qui, si elle profitait sans commune mesure à la Bell, garantissait malgré tout un caractère national à la production.

Elle a, en outre, accéléré les manoeuvres de positionnement des grands groupes de l'électronique par rapport aux marchés en gestation. Outre la fusion ACEC-Câbleries belges avec la CGE française, puis l'accord avec ITT, pour constituer le groupe ALCATEL nv, localisé administrativement aux Pays-Bas - qui par ses dimensions vient après le numéro un mondial des télécoms ATT - on a assisté, depuis 3 ans, à un foisonnement d'accords entre les monopoles du secteur. ATT, Siemens, Philips, CGE, Ericsson, Olivetti et les groupes japonais ont multiplié les joint-ventures, tant les moyens financiers sont imposants pour gagner les avancées technologiques, tant aussi la stratégie commerciale de ces groupes a des dimensions planétaires. Le fait que les alliances se font sur une base tricontinentale, (Japon-CEE-USA) laisse présager que chaque agglomérat monopoliste entend s'adjuger des parts du marché dans les trois centres impérialistes du monde. Il y a là une contradiction par rapport au discours autocentré des dirigeants de la CEE, qui ont présenté les programmes Esprit, Race, etc. et Eurêka comme des moyens de relance du marché intérieur de la Communauté, destinés à soutenir le redéploiement de l'électronique européenne. La contradiction est avivée par les récentes protestations européennes contre les mesures protectionnistes américaines et les menaces évoquées d'une guerre commerciale.

Reste qu'au stade actuel, les investissements importants en matière de télécommunications n'auront pas nécessairement les retombées positives évoquées pour l'emploi en Belgique. Les activités à haute valeur ajoutée (Recherche et Développement), vu les accords transnationaux et la structure multinationale d'ITT et de CGE, ont de fortes chances de ne pas être localisées complètement dans la CEE, encore moins et même partiellement en Belgique. Dès lors, la crainte de voir dans le secteur télécom également notre nation n'avoir d'autre vocation que celle d'un pays atelier est plus que justifiée.

La modernisation des réseaux se fait sur base du RNIS (Réseau multiservices à fibres optiques). 1995 devrait voir s'achever l'implantation des nouveaux réseaux et les adaptations de la commutation. Ceci s'inscrit dans le cadre d'une concertation européenne qui devrait répondre à deux conditions minimales :

a) permettre la création d'un espace audio-visuel européen utilisant des normes communes permettant de résister à la pénétration américano-japonaise tant dans le domaine des équipements que de la production et la diffusion des produits audio-visuels.

b) assurer aux régies publiques des télécommunications, un monopole dans la modernisation et la gestion des réseaux, le droit d'initiative dans la création des logiciels destinés aux usagers. En outre, le réseau doit être accessible à l'ensemble de la population et à caractère interactif.

Dans le cas belge, il y a lieu de résoudre la concurrence qui existe de fait entre la RTT et les sociétés de télédistribution, qui assurent actuellement le raccordement par câble coaxial de 87% des ménages. Le développement du RNIS fait double emploi avec les réseaux de télédistribution locaux. Ceux-ci sont détenus à concurrence de 51,8% par des sociétés mixtes dans lesquelles les monopoles énergétiques, liés aux principaux holdings (SGB-GBL), pèsent d'un poids déterminant. Le reste de ce réseau est détenu par 33% des intercommunales et des régies publiques pures, 15% par les concessionnaires. La généralisation du RNIS par la RTT demeurant service public est une solution assurant une démocratisation dans l'accès aux nouveaux services audio-visuels comme une exclusion du privé à la gestion du câble.

On conçoit donc les enjeux du dossier télécom : d'une part, les monopoles financiers et informationnels qui veulent profiter des investissements publics pour placer un matériel importé ou conçu, pour l'essentiel à l'étranger, qui pensent, en priorité, destiner les nouveaux services informationnels et audio-visuels aux entreprises, qui s'organisent pour dominer une production "culturelle" de masse de faible niveau, truffée d'émissions publicitaires en pesant évidemment sur le contenu idéologique ; d'autre part, les forces syndicales des T.T. et des courants progressistes qui veulent élargir le champ d'action des services publics et garantir une dimension pluraliste de l'information et de la production culturelles et assurer une pénétration de masse des nouvelles technologies.

Néo-taylorisme

Vu par les médias, la révolution informationnelle est souvent présentée comme menant à la suppression du travail abrutissant ; chaque travailleur se trouvant sublimé dans ses vocations créatives comme dans son désir de participer au procès de décision.

Finies les scènes du film de Chaplin "Les Temps modernes". C'est l'homme qui domine la machine parce qu'il est l'auteur du logiciel !

Une telle démarche consiste ni plus ni moins à annoncer la mort du taylorisme-fordisme, du moins à ne leur voir aucune succession. Si on retient les aspects idéologiques du taylorisme, à savoir la division du travail sur base d'une séparation entre les tâches de conception et celles d'exécution, la fragmentation des opérations d'exécution, l'asservissement temporel à la machine, il n'est pas vain de s'interroger sur le devenir de ces concepts dans l'atelier flexible robotisé, dans une entreprise de services.

Les rapports de force dans le savoir

Dans la grande distribution, "la centralisation" avait contribué à dépouiller certaines fonctions de leur savoir-faire et de toute initiative personnelle. L'impact des technologies qui relient les caisses à l'ordinateur central, n'a fait que remplacer ces tendances.(4) Le développement de la micro-informatique ne donne pas lieu davantage à une véritable décentralisation, source d'une profonde revalorisation des tâches. Il s'agit plutôt d'une déconcentration opérationnelle des activités.

En matière d'emplois de bureau, "Si les choix organisationnels sont plus ouverts qu'ils ne l'ont jamais été, dans les décennies écoulées, l'ouverture n'aura qu'un temps. Une fois arrêté, ces choix ne laisseront place pour une longue période qu'à des modifications relativement marginales de l'organisation du travail : ils seront, en effet, inscrits dans des procédures automatisées, dans des réseaux de circulation de l'information sur lesquels les possibilités d'interventions des salariés seront minces. (5)

D'autres auteurs, en notant le développement de la polyvalence des employés de bureau et la multifonctionnalité des équipements télématiques, soulignent que ce couple permettra de réduire les temps morts, qui représentent entre 10 et 40% du temps presté. En fait, la secrétaire, le comptable et la dactylo seront remplacés par une seule fonction polyvalente. Il n'y aura pas revalorisation de la fonction, mais une nouvelle parcellisation des tâches par élimination des dysfonctionnements. En outre, la bureautique marquera la fin de la croissance du nombre des cadres moyens et la régression de leur rôle dans le système de management. Elle va conduire progressivement à une polarisation selon le processus de surqualification/déqualification. (6)

Dans le secteur tertiaire, la NRS en milieu capitaliste, n'induit pas une "homogénéisation vers le haut" de la qualification. La redistribution organisationnelle des tâches substitue d'autres cloisonnements aux anciens. La parcellisation change de forme mais subsiste.

De même dans l'industrie, le taylorisme s'adapte. Elle conserve l'hétérogénéité des conditions de travail et de la qualification des travailleurs. Ainsi, dans l'industrie de procès, il y a effectivement revalorisation des fonctions pour les opérateurs de contrôle. L'informatisation simplifie le travail de surveillance des processus de fonctionnement en continu. Et il lui confère une qualification élevée en cas d'aléas, les interventions nécessitant une formation de "technicien".

Dans la production en série, l'atelier flexible robotisé remplace la chaîne fordienne. La parcellisation des tâches subsiste non plus d'une machine à l'autre, mais d'un atelier à l'autre. Le "Savoir de l'ouvrier" et au niveau de la conduite de la machine et à celui des gestes pour l'alimenter et la décharger sont entièrement conférés au robot. L'intervention humaine se divise, d'une part en une fonction qualifiée de technicien concepteur du logiciel, et une fonction de surveillance impliquant une présence physique permanente, des contraintes de temps et de rythme comme des interventions manuelles incessantes et peu valorisantes.

La NRS, version capitaliste, reproduit le clivage entre ceux qui savent et ceux qui appliquent.

En outre, l'informatisation de la société multiplie infiniment plus la productivité du travail de conception que d'autres formes. Elle peut aussi permettre non seulement l'accès à un potentiel inouï de données mais permettre par la production de modèles mathématiques d'anticiper sur les comportements, les décisions des gestionnaires et, ce faisant, réduire leur "pouvoir". On se retrouverait ainsi devant la nécessité rencontrée par les patrons du début du siècle de casser le pouvoir des "ouvriers-artisans" parce qu'ils avaient, par leur compétence, la capacité de briser le rythme de la production. La parcellisation du travail et une certaine substitution homme-machine fut la réponse tayloriste à cet obstacle pour le capitaliste. Le retour à la "case départ" apparaît puisque la production du logiciel joue le rôle de l'ouvrier de maîtrise. Il y aura donc nécessairement une mise en oeuvre capitaliste de l'informatisation sociétale qui postulera le cloisonnement, le non accès à n'importe quoi.

1°) Le néo-taylorisme jouera à divers niveaux (exclus de la conception, concepteur parcellisé) une frustration à dimension culturelle, donc un besoin d'assumer une formation de masse, donc celui de la révision du concept de l'enseignement. Sans doute qu'un parallélisme est à faire entre la bataille pour l'enseignement obligatoire et celle que postule la digestion de masse de l'informatisation.

2°) Le néo-taylorisme, parce qu'il portera sur la segmentation des connaissances, sera nécessairement réducteur de démocratie aux niveaux micro

et macro. L'accumulation des capacités de conception - synonyme de pouvoir - devra immanquablement être un privilège.

Telle qu'elle est mise en oeuvre, la NRS consacre le principe de division conception-exécution. Producteurs de logiciel/opérateur introduisant des données brutes ou transmettant les résultats après traitement.

La déqualification vient de ce qu'il y a expropriation d'une part du travail qui est assumée par le logiciel - travail matérialisé ou capital fixe. La question est de savoir s'il y a déterminisme technologique, si telle évolution, qui majore considérablement la productivité et réduit le capital circulant, implique aussi la séparation conception-exécution ?

Le fait est que cette forme de division du travail n'est pas neutre puisqu'elle vise à maximaliser la plus-value en séparant les deux fonctions. Une conception plus souple peut permettre de refuser cette dualité en investissant en formation pour permettre à l'exécutant d'être à la fois le concepteur de programmes, le responsable du contrôle de qualité de la production voire l'inventeur d'une automatisation plus poussée. Le coût est dans ce cas nécessairement plus élevé. Salarial, car plus de qualification, social car cela suppose une augmentation de la plus-value prélevée par l'Etat et redistribuée sous forme de dépenses collectives de formation.

Il y a donc lieu, si l'on veut éviter non seulement la dualité "au travail-sans travail" d'anticiper sur d'autres dualités au sein des actifs qui maintiendront des hétérogénéités profondes au sein des couches laborieuses soit au sein d'une même entreprise (concepteur-exécuter) ou entre les pays en voie de développement et nous (technologies de pointe occidentales - industrie manufacturière dans les pays ateliers). Car la néo-taylorisme peut aussi prolonger, au travers de la division internationale du travail, les dépendances technoscientifiques (voir GATT) sur le plan géographique.

Ce faisant, doivent s'approfondir les tensions entre structures démocratiques et les centres de gestion du grand capital (renforcement du CME).

Notes

- (1) OCDE : "La micro-informatique, la productivité, et l'emploi" - Paris 1981, p.15.
- (2) Les multinationales et les services (IRM)
- (3) Charles Golfinger " La géofinance" p.291 (Ed. Seuil)
- (4) FTU : "Informatique et conditions de travail" p.41
- (5) Eric Verdier "Le Taylorisme" p.254 - Ed. La découverte
- (6) ?? "Le Taylorisme" p.241 - Ed. La découverte

1997 1998 1999 2000 2001 2002 2003 2004 2005 2006 2007 2008 2009 2010 2011 2012 2013 2014 2015 2016 2017 2018 2019 2020 2021 2022 2023 2024 2025 2026 2027 2028 2029 2030 2031 2032 2033 2034 2035 2036 2037 2038 2039 2040 2041 2042 2043 2044 2045 2046 2047 2048 2049 2050 2051 2052 2053 2054 2055 2056 2057 2058 2059 2060 2061 2062 2063 2064 2065 2066 2067 2068 2069 2070 2071 2072 2073 2074 2075 2076 2077 2078 2079 2080 2081 2082 2083 2084 2085 2086 2087 2088 2089 2090 2091 2092 2093 2094 2095 2096 2097 2098 2099 2100 2101 2102 2103 2104 2105 2106 2107 2108 2109 2110 2111 2112 2113 2114 2115 2116 2117 2118 2119 2120 2121 2122 2123 2124 2125 2126 2127 2128 2129 2130 2131 2132 2133 2134 2135 2136 2137 2138 2139 2140 2141 2142 2143 2144 2145 2146 2147 2148 2149 2150 2151 2152 2153 2154 2155 2156 2157 2158 2159 2160 2161 2162 2163 2164 2165 2166 2167 2168 2169 2170 2171 2172 2173 2174 2175 2176 2177 2178 2179 2180 2181 2182 2183 2184 2185 2186 2187 2188 2189 2190 2191 2192 2193 2194 2195 2196 2197 2198 2199 2200 2201 2202 2203 2204 2205 2206 2207 2208 2209 2210 2211 2212 2213 2214 2215 2216 2217 2218 2219 2220 2221 2222 2223 2224 2225 2226 2227 2228 2229 2230 2231 2232 2233 2234 2235 2236 2237 2238 2239 2240 2241 2242 2243 2244 2245 2246 2247 2248 2249 2250 2251 2252 2253 2254 2255 2256 2257 2258 2259 2260 2261 2262 2263 2264 2265 2266 2267 2268 2269 2270 2271 2272 2273 2274 2275 2276 2277 2278 2279 2280 2281 2282 2283 2284 2285 2286 2287 2288 2289 2290 2291 2292 2293 2294 2295 2296 2297 2298 2299 2300 2301 2302 2303 2304 2305 2306 2307 2308 2309 2310 2311 2312 2313 2314 2315 2316 2317 2318 2319 2320 2321 2322 2323 2324 2325 2326 2327 2328 2329 2330 2331 2332 2333 2334 2335 2336 2337 2338 2339 2340 2341 2342 2343 2344 2345 2346 2347 2348 2349 2350 2351 2352 2353 2354 2355 2356 2357 2358 2359 2360 2361 2362 2363 2364 2365 2366 2367 2368 2369 2370 2371 2372 2373 2374 2375 2376 2377 2378 2379 2380 2381 2382 2383 2384 2385 2386 2387 2388 2389 2390 2391 2392 2393 2394 2395 2396 2397 2398 2399 2400 2401 2402 2403 2404 2405 2406 2407 2408 2409 2410 2411 2412 2413 2414 2415 2416 2417 2418 2419 2420 2421 2422 2423 2424 2425 2426 2427 2428 2429 2430 2431 2432 2433 2434 2435 2436 2437 2438 2439 2440 2441 2442 2443 2444 2445 2446 2447 2448 2449 2450 2451 2452 2453 2454 2455 2456 2457 2458 2459 2460 2461 2462 2463 2464 2465 2466 2467 2468 2469 2470 2471 2472 2473 2474 2475 2476 2477 2478 2479 2480 2481 2482 2483 2484 2485 2486 2487 2488 2489 2490 2491 2492 2493 2494 2495 2496 2497 2498 2499 2500 2501 2502 2503 2504 2505 2506 2507 2508 2509 2510 2511 2512 2513 2514 2515 2516 2517 2518 2519 2520 2521 2522 2523 2524 2525 2526 2527 2528 2529 2530 2531 2532 2533 2534 2535 2536 2537 2538 2539 2540 2541 2542 2543 2544 2545 2546 2547 2548 2549 2550 2551 2552 2553 2554 2555 2556 2557 2558 2559 2560 2561 2562 2563 2564 2565 2566 2567 2568 2569 2570 2571 2572 2573 2574 2575 2576 2577 2578 2579 2580 2581 2582 2583 2584 2585 2586 2587 2588 2589 2590 2591 2592 2593 2594 2595 2596 2597 2598 2599 2600 2601 2602 2603 2604 2605 2606 2607 2608 2609 2610 2611 2612 2613 2614 2615 2616 2617 2618 2619 2620 2621 2622 2623 2624 2625 2626 2627 2628 2629 2630 2631 2632 2633 2634 2635 2636 2637 2638 2639 2640 2641 2642 2643 2644 2645 2646 2647 2648 2649 2650 2651 2652 2653 2654 2655 2656 2657 2658 2659 2660 2661 2662 2663 2664 2665 2666 2667 2668 2669 2670 2671 2672 2673 2674 2675 2676 2677 2678 2679 2680 2681 2682 2683 2684 2685 2686 2687 2688 2689 2690 2691 2692 2693 2694 2695 2696 2697 2698 2699 2700 2701 2702 2703 2704 2705 2706 2707 2708 2709 2710 2711 2712 2713 2714 2715 2716 2717 2718 2719 2720 2721 2722 2723 2724 2725 2726 2727 2728 2729 2730 2731 2732 2733 2734 2735 2736 2737 2738 2739 2740 2741 2742 2743 2744 2745 2746 2747 2748 2749 2750 2751 2752 2753 2754 2755 2756 2757 2758 2759 2760 2761 2762 2763 2764 2765 2766 2767 2768 2769 2770 2771 2772 2773 2774 2775 2776 2777 2778 2779 2780 2781 2782 2783 2784 2785 2786 2787 2788 2789 2790 2791 2792 2793 2794 2795 2796 2797 2798 2799 2800 2801 2802 2803 2804 2805 2806 2807 2808 2809 2810 2811 2812 2813 2814 2815

Verontschuldigd : M.Couteau, D.Fedrigo, J.Turf.

[illegible]

- Persfeest : LVG geeft verduidelijkingen over de richting van het gesprek op het nationaal sekretariaat van 13 januari.

N.B. : (ter herinnering) Dit punt (PV) staat in het vervolg als eerste punt op de dagorde van de "gewone" PB's of het nu al dan niet in de uitnodiging vermeld staat.

Het PB heeft een gedachtenwisseling die o.m. duidelijk laat uitkomen dat

Het PB heeft een gedachtenwisseling die o.m. duidelijk laat uitkomen dat

- a. er een band bestaat tussen de monetaire verwarring-beslissingen en de dreigende handelsoorlog EEG-USA en het mogelijk breed front tegenover de wijze waarop de USA hun "monetaire hegemonie" aanwenden tegenover de derde wereld en hun "bondgenoten" (dollar - inpompen van kapitalen gisteren, dumping van de koersen vandaag) verbonden met het streven naar militaire en technologische overheersing ;
- b. de positieve draagwijdte en de grenzen van de "Europese weerstand" - die inhoudt een toegenomen teruggrijpen naar de ECU, een "autonome en overlegde" politiek op vlak van industrie en onderzoek, en een meer samenhangende tussenkomst van de linkse krachten op dit vlak (o.m. op het vlak van de EEG) ;
- c. de band tussen de "Belgische dimensie" van de herschikking en de strategie van Hertoginnedal "die versterkt wordt" ; cf. interview "Cartes sur table" van Eyskens (Libre Belgique van 14/1), verklaring van Pulinckx (zie de aan gang zijnde onderhandelingen over de toekomstige competitiviteitsnormen, enz...);
- d. de moeilijkheid om een overtuigende argumentatie te ontwikkelen op een domein waar de mythes - "er gaat niets boven een dure frank" - een taai leven kennen (ook in de sociale en kulturele basis van de linkerzijde). Een doorgedreven inspanning is nodig om rekening te houden met de bekommernissen, EN van de werkers, EN van de uitkeringsgerechtigden, EN van de verbruikers, EN van de kleine spaarders,:

Ter herinnering : het studie-P.B. van VRIJDAG 30 JANUARI (op een nog te bepalen plaats) op basis van de ontwerpnota van LVG (28/XI) en de verschillende aanbevolen lektuur (16/XI).

3. KONKRETE PERSPEKTIEVEN IN DE STRIJD VOOR DE VREDE IN 1987.

S.N. geeft een overzicht van de karakteristieke gegevens bij het begin van het jaar en bekomentarieert de stappen ondernomen op initiatief van het Sekretariaat (PV van 13/1), in het licht van deze gegevens en in navolging van het C.K. van 29/XI, om te maken van de veelbelovende start van de brede vredesbeweging, naar 25 oktober toe, gepaard gaat met het vooruitschuiven van konkrete politieke oriëntaties, o.m. op het vlak van Belgische en Europese initiatieven (van kleine en middelgrote landen) in de richting van GENEVE EN van Wenen.

Akkoord over de grote lijnen van een persbericht dat de beslissing begroet van het VAKA-CNAPD tot een betoging en dat de nadruk legt op de objektieven die in het bereik liggen van de kleine en middelgrote landen.

Erover waken om een gelegenheidsartikel te publiceren in onze pers ter gelegenheid van de eerste verjaardag van de moord op O.Palme.

.....

----- Cl. Renard, L. Van Geyt, J. Vercaigne, J. Debrouwere,
S. Nudelhole.

----- J.Nagels, J.Turf, M.Couteau.

=====

1. P.V. VAN HET SEKRETARIAAT VAN 20 JANUARI

P.V.aanvaard onder voorbehoud van geschreven opmerkingen die de afwezige kameraden zouden maken vóór het Sekretariaat van 3/2. Indien geen meningsverschil bestaat over de voorgestelde data voor het C.K., de leden ervan zonder dralen erover inlichten.

De afwezige leden kontakteren om :

- te verduidelijken dat het P.B. van 30/1 zal plaatshebben op de 18-20 van 10 tot + 16 u, met de vraag om er niemand te "ontvangen" en geen telefoons of andere boodschappen over te maken tijdens de bijeenkomst.
- de aandacht te trekken op het P.V. van het sekretariaat en meer bepaald op de voorgestelde data voor het C.K.

2. PERSPEKTIEVEN VAN DE "REELE" BEWEGING.

Uit de gedachtenwisseling op basis van de "overwegingsnota" van LVG blijkt duidelijk dat :

- er "banden" zijn tussen deze nota en zijn nota met het oog op het studie-P.B. van nu 30 januari (nota van einde november over de verantwoordelijkheden van de "Staat") ;
- welk belang het heeft om de voornaamste ideeën van het 25ste kongres terug in herinnering te brengen en vooral het belang van de inspanningen die moeten geleverd worden om deze ideeën ingang te doen vinden in de politieke praktijk van de partij.

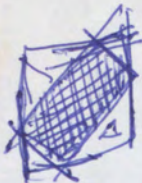
Akkoord over de noodzaak, voor de partij en voor gans de linkerzijde, om - in de feiten - beter rekening te houden met de konkrete bekommernissen van de mensen - of het gaat om diegenen die beroep doen op de 'restos du coeur' of om diegenen die hun spaargelden in belastingaftrekbare aandelen omzetten; over de noodzaak ook om een meer positieve houding te hebben tegenover de uitingen van edelmoedigheid onder verschillende vormen.

Akkoord over de noodzaak, en de grote moeilijkheid, om de ideeën van het 25ste kongres, die ingaan tegen de "geconditioneerde reflexen" die de linkerzijde overheersen en dikwijls verlamrend werken, in de praktijk om te zetten (cr. het te voorzien sukses van het ACV dat o.m. te maken heeft met de grote soepelheid die aan de dag gelegd wordt - al gaat het in essentie om "taktische" en zelfs "op recuperatie gerichte" bedoelingen - tegenover de nieuwe problemen die door de mutaties geschapen worden).

Akkoord om prioritair inspanningen te leveren om de ideeën van het 25e kongres in de praktijk TE VERTALEN, en o.m. om ons tot taak te stellen om bij iedere strijd de "maatschappelijk" inzetten ervan naar voren te brengen, die van aard kunnen zijn om zowel de werkers, de gebruikers, de betrokken "buren" te interesseren.

Akkoord om het C.K. in te lichten over de eerste oriëntaties die uit de werkzaamheden van het studie-P.B. van vrijdag naar boven komen.

LVG trekt de aandacht op de nota van P.Beauvois die nuttig is voor het vervolg van het debat.



ENKELE OVERWEGINGEN VOOR HET
POLITIEK BUREAU VAN 27 JANUARI 1987.

1. Ter herinnering : dit PB heeft de bedoeling de discussie van 16/01 verder te zetten en, indien mogelijk, te konkretiseren, vertrekkend van de monetaire herschikking, over "de reële toestand van de reële beweging" en over de propaganda en/of aktiethema's die in de richting hiervan moeten ontwikkeld worden (zie het PV van dit PB van 16/01).

2. Er is een algemeen akkoord om te zeggen dat verschillende zaken terug in beweging zijn gekomen, niet alleen in Frankrijk, in Spanje en elders, maar ook in België.

- Op de "klassieke" fronten : cf. CS-Luik ; ACEC ; verderzetten bij Cuivre et Zinc ; KS-Limburg ; (petro)chemie te Antwerpen.

- Op de "niet klassieke" fronten : de studenten ; de beloftevolle nieuwe start van de brede vredesbeweging (met echo's die Martens bereikten).

- Op het vlak van belangrijke sociale structuren die "met één voet in en met één voet buiten" het machtsblok zitten dat met de macht verbonden is :

- de "edukatieve gemeenschap" met echo's bij de kristen-demokratie tot en met bij ... Damseaux !!

- het ACV-ACW op het vlak van de sociale zekerheid ;

- de "rillingen" over de drama's van de verarming (tot bij Deprez en Miet Smet).

3. Betekent dit dat er terug de voorwaarden geschapen zijn voor een ernstige overgang van het defensieve naar het offensieve?

De meningen over de op die manier gestelde centrale vraag zijn verdeeld.

Maar moet de vraag zelf niet "verfijnd" worden?

Moet zij niet verduidelijkt (omschreven worden) als volgt :

a. worden de voorwaarden stilaan (terug) geschapen om een overgang mogelijk te maken naar een sociaal-ekonomisch offensief van het klassieke type?

b. en in het tegengestelde geval, is er niet eerder ruimte voor een vooruitgang in de richting van een (tegen)offensief van een ander type?

4. Voor wat betreft littera a., lijkt het niet redelijk om o.m. met volgende elementen rekening te houden :

- In Frankrijk is een "klassieke" strijd van grote omvang uitgelopen op een soort van "gelijkspel" (alleszins in de geesten) - gekoppeld aan een bewustwording (op het vlak van de animatoren van de beweging) aan het eindpunt van wat zou kunnen bereikt worden op het vlak o.m. van een bondgenootschap werkers-gebruikers ;

Ande i deen

Andelen
citroen

reclame

Kaholo

Deez

Onbekend

- In België hebben alle recente en aan gang zijnde strijden (cf. punt 2 hierboven) allemaal een defensief karakter (de schade beperken), BEHALVE de (petro)chemie ; al lijkt deze laatste niet van aard te zijn om in het huidige stadium als olievlek te fungeren ;

- "Overall in Europa" (en in België!), zijn de voornaamste politieke formaties van de linkerzijde zeer uitdrukkelijk - en zeer gemakkelijk - zeer diskreet tegenover de offensieve sociaal-ekonomische eisen van het klassieke type (veralgemeende stijging van de inkomsten uit arbeid, veralgemeende vermindering van de arbeidsduur,...) ;

Deze houding laat hen toe de linkerzijde "breed aan te harken" (alhoewel de "groenen"...); maar terzelfdertijd laat deze houding hen allerm minst toe om rechts te verslaan ...

- Verschillende denkrichtingen van "niet-kristenen die op zoek zijn" dringen aan op de noodzaak van een nieuwe benadering (op de achtergrond van de technologische en sociale mutaties) van problemen zoals die van de financiering van de sociale zekerheid (IRES), van de flexibiliteit (Stalport in het recente werk van Moureaux, Lizin en cie) enz...

Is het verkeerd uit dit alles af te leiden dat het antwoord op de littera a. eerder negatief zou zijn ; dat om produktief te zijn, onze inspanningen "van propaganda en voorstel" in het vervolg in essentie in een andere richting moeten georiënteerd worden ?

wilke?

5. Hebben de zaken die in beweging zijn op verschillende "niet-klassieke" fronten, zelfs op het niveau van de verschillende sociale structuren die niet tot de linkerzijde kunnen herleid worden (cf. punt 2.), niet veeleer de neiging om de analyses van ons 25e kongres te bevestigen? Zou dit er ons niet toe moeten aanzetten om veel meer systematisch onze inspanningen te richten naar analyses, propaganda- en aktiethema's die de tegenstelling "arbeid - kapitaal" overstijgen of, eerder nog, integreert en tegelijkertijd de punten van overeenkomst tussen werkers en gebruikers, verbruikers en kleine spaarders, enz... bevordert.

Komt het er niet op aan om, bij ieder konflikt, de nadruk te leggen op de maatschappelijke inzet(ten) die erin vervat zijn ?

Dit lijkt voortaan relatief duidelijk (alhoewel nog tamelijk gekompliceerd om in de praktijk om te zetten ... en weinig in overeenstemming met onze eigen "geconditioneerde reflexen", zelfs met die van gans de linkerzijde) voor thema's zoals het vervoer, het onderwijs et het onderzoek ; het geval van de grote distributieketens - cf. de zondagsopening, enz... - kan bij de voorgaande aansluiten.

Dit is al minder glashelder voor de sociale zekerheid, voor de strijd tegen de armoede (sociale bijstand, enz...), of de strijd tegen de diskriminaties die in sneltreintempo terug opduiken (vrouwen, jongeren, immigranten, ...).

Maar de moeilijkste sektor lijkt in onderhavig geval de (verdediging en bevordering van de) TEWERKSTELLING te zijn - waar in essentie vandaag het probleem van de lonen, de werkomstandigheden, de sindikale rechten enz... ONDERGESCHIKT AAN IS.

Op de dubbele achtergrond van de crisis en de technisch-wetenschappelijke mutaties is iedere strijd voor de tewerkstelling, indien DEZE UITSLUITEND GEVOERD WORDT OP HET VLAK VAN HET BEDRIJF, DE SEKTOR,

Loon
Kwalitatieve
erwin
Beperken

ENZ...gedoemd om IN HET BESTE GEVAL ER ALLEEN TOE TE LEIDEN DAT DE SCHADE BEPERKT WORDT.

Daartegenover, bestaat de doorslaggevende voorwaarde om de tegenstander ertoe te brengen om zijn ijzeren greep losser te maken er niet in om de aktieve tegenstand van de werkers die op het terrein bedreigd worden TE VERBINDEN MET de "politiserende" druk van het geheel van sociale krachten die betrokken zijn bij de aktiviteit van het betrokken bedrijf of sektor (gebruikers, verbruikers, bevolking en het "socio-politieke weefsel" van het ondergewest, enz...) ?

Hebben wij in een geval zoals dat van MICHELIN hetgeen voorafgaat niet kunnen toetsen? Geeft het rekonversieluik van het "plan Gheyselinck" (hoe demagogisch ook) niet meer houvast voor het voeren van een strijd die niet deze van de "wanhoop" is, meer dan de onvoorwaardelijke afwijzing "van iedere vermindering van de tewerkstelling IN DE MIJNEN" ?

Is het normaal dat wij, geplaatst tegenover de politiek van "afbraak zonder rekonversie" van tewerkstelling en middelen, en het "verdampen" van de kapitalen, dat systematisch door de Generale en door de Staat wordt voortgezet in de sleutelsektoren van onze traditionele bekkens (CS, ACEC en zovele andere), zo weinig gedaan hebben om de verantwoordelijkheid te leggen bij de grote Waalse gemeentebesturen en hun "beheerders" (socialisten en anderen) ?

Is het niet in de eerste plaats op deze terreinen en in deze richting dat wij onze analyses, onze propaganda, onze voorstellen moeten konkretiseren, om op die manier "een bres te slaan in de omsingeling" van de belegerde bastions, om het oprichten van brede fronten rond hen te begunstigen, en om tegelijkertijd (te beginnen met) de sleutelidee te stellen van het alternatief, van een "vreedzame ontwikkeling ten dienste van de mens" IN HET BEREIK VAN DEZE LAATSTE !?

6. Tijdens het Politiek Bureau van 16/1 werd nogmaals het probleem gesteld van de schijnbare tegenstelling tussen het belang van honderdduizenden (families van) werkers en sociale vergoedingtrekkenden, als dusdanig, en hun belang als "kleine spaarders" (zelfs kleine aandeelhouders) - schijnbare tegenstelling die zo gunstig is voor de neo-liberale mystifikaties.

Is de enige afweer antwoord hierop niet, in dit geval, (door middel van pers en propaganda) de beursmechanismen en de andere waardoor het financieel (groot)kapitaal de genoemde "kleine spaarders" (inbegrepen een groot deel van zelfstandigen) uitzuigt (pluimt) systematisch te ontrafelen?

Tussen haakjes gezegd, was het niet vooral dit element dat ontbrak (en nog ontbreekt) in onze commentaren over de recente "onzekere opwaardering" van de frank?

Tenandere en misschien vooral, moet dit element van tegenstelling tussen grootkapitaal en "kleine spaarders" geen voorrang hebben, in de huidige fase, op onze "gekonditioneerde reflexen" (en niet alleen van ons !) inzake de tegenstelling tussen inkomsten "uit kapitaal" (inbegrepen "de kleine spaarder", zelfs de "kleine aandeelhouder") en de inkomsten "uit arbeid", zelfs de tegenstelling tussen openbaar beheer en (alle) privé beheer?

7. Nog even twee korte overwegingen aangaande de vorige punten :

a. de gesuggereerde opties hebben tot doel terug samenhang te geven aan onze inspanningen in de richting van de reële beweging, om onze propaganda en onze voorstellen tot actie meer concreet te maken, en dat in de verlenging van de oriëntaties van ons 25e kongres.

Maar het zou tegelijkertijd nutteloos zijn om te ontkennen dat deze opties voor een belangrijk gedeelte tegenstrijdig zijn aan onze "gekonditioneerde reflexen", zelfs die van een overwegend gedeelte van de klassieke linkerzijde, - inbegrepen TEGELIJKERTIJD die sektoren die traditoneel het meest strijdbaar zijn, en de "reformistische" politieke (elektorale) uitingen hiervan.

Moeten wij niet duidelijker durven zeggen dan wij tot hiertoe deden:

- dat "de bastions die alleen strijd voeren, vandaag bijna altijd gedoemd zijn om, hetzij de schade te beperken, hetzij om verslagen te worden";
- dat voorbijgaan aan de verschillen tussen "machtige" sektoren en de andere, op het vlak van loonsverhogingen (zelfs indeks), of van vermindering (of flexibilisering) van de arbeid, vandaag bedrog is ;
- dat in tegenstelling tot wat zich voordeed tot het einde van de zeventiger jaren, vandaag de eisen (zelfs de suksessen) van de "sterke sektoren" voor hun eigen rekening, riskeren om ze meer te "isoleren" van het gros van de troepen, dan van bressen te slaan voor hen ;
- dat iedere strategie die zich richt tot de linkerzijde, met uitsluiting van de andere volkse krachten, tot mislukken gedoemd is.

b. wat voorafgaat komt voor een niet onbelangrijk deel neer op de voorstellen die, in zekere mate, de op het eerste zicht zeer subjektieve, zelfs "kommerciële", aanpak benaderen van de huidige problemen van de linkerzijde , door A.M.Lizin, in het boek dat zij samen met Ph.Moureaux en cie. onlangs publiceerde.

Deze benadering, waarvan wij ongelijk zouden hebben ze zonder meer af te wijzen, legt de nadruk op de noodzaak om tegelijkertijd rekening te houden met de "kollektieve" of sociale bekommernissen van de werkers, de mense, enz..., en hun individuele en familiale bekommernissen.

Dit is nog een faktor van (mogelijke) frontvorming ver buiten de grenzen van de "wereld van de arbeid", zelfs van de klassieke linkerzijde.

8. In deze enkele overwegingen, ben ik niet met name ingegaan op alles wat betrekking heeft tot de band tussen strijd tegen de crisis en strijd voor de vrede(sekonomie) - en voor een meer onafhankelijk Europa. Deze simensie, die nochtans van een primordiaal belang is, is nochtans naux verbonden, o.m., met de problematiek die in punt 5. wordt geschetst.

Alhoewel deze dimensie ons (iets meer) vertrouwd is, toch in zijn algemeen concept, moeten wij erop terugkomen, vooral met het oog op een meer konkrete integratie ervan in een meer konkrete benadering van de problemen van het verzet en de tegen-aanval "op het terrein" tegen de neo-liberale strategie en praktijk.

Brussel, 24 januari 1987.
Louis VAN GEYT.

1
PROCES-VERBAAL VAN HET POLITIEK BUREAU VAN 13 FEBRUARI 1987.

Aanwezig: P.Beauvois, J.Debrouwere, J.De Geyter, M.Dullaert, R.Dussart, D.Fedrigio,
----- R.Jacobs, M.Levaux, L.Loose, J.Moins, J.Nagels, Cl.Renard, J.Turf,
L.Van Geyt, J.Vercaigne, S.Nudelhole, M.Couteau.

=====
=====

1. P.V. van de sekretariaatsvergaderingen van 3 en 10 februari :
aangenomen.

2. Persfeest.

akkoord van het PB (3 onthoudingen) over het voorstel gedaan door
het nationaal sekretariaat (PV van 10/2).

Er wordt verduidelijkt dat het principe van de afwisseling dat weer-
houden werd, geen enkele federatieve instantie ervan weerhoudt eigen
feestaktiviteiten te organiseren wanneer zij dit opportuun acht, maar
dat dit uitdrukkelijk inhoudt dat de nationale en internationale
steun geldt voor een ritme van één jaar op twee voor iedere gemeen-
schap (met een "bevoorrechte uitnodiging" gericht aan de andere
gemeenschap).

Het sekretariaat wordt ermee belast de "geschiedenis" met de Kruid-
tuin op te klaren.

3. BINNENLANDSE POLITIEKE TOESTAND.

Gedachtenwisseling vertrekkend van de nota van 9/2 (integrale tekst
van het ontwerp van persbericht van vandaag), in essentie over de
wijze waarop wij ons opstellen rond de sociale verkiezingen. Een
duidelijke meerderheidskonsensus tekent zich af om onze steun te
geven aan "strijdbare kandidaten die - vooral maar niet uitsluitend
op de ABVV-lijsten - een actief verzet en verweer voorstaan tegen de
politiek van Martens VI en het VBO, in een geest die de eenheid,
vertrekkend van de basis terug leven inblaast (gemeenschappelijk
front, zelfs meer dan dat) en de opening naar strijdfronten (buiten
het bedrijf).

Het volgend PB zal doorgaan op DINSDAG 24 FEBRUARI (in plaats van het
sekretariaat) en zal het ontwerp van nota voor het Centraal Komitee
moeten bediskussiëren, op basis van de diskussies die het PB aanvatte
einde november.

NOTA OVER DE "TEGENSLAGEN" VAN DE REGERING NA
HERTOGINNEDAL, MEDE IN HET PERSPEKTIEF VAN DE
SOCIALE VERKIEZINGEN.

De regering moet zelf toegeven dat de eerste weken van 1987 zowel een belangrijk begrotingstekort aanwijzen, als een nieuwe en onrustwekkende stijging van de werkloosheid, vooral bij de jongeren.

De tweespalt tussen de objektieven welke de neo-liberale strategen verkondigen tegenover de crisis - maximaal mikken op het "vrije spel" van de krachten van het grootkapitaal zonder grenzen, om terug tewerkstelling te scheppen en de openbare financiën terug op te krikken - en de rampzalige gevolgen van hun politiek, wordt hierdoor bevestigd.

Hierbij komt nog dat in verscheidene openbare en privé-sektoren een, zij het tot hiertoe beperkte, opleving van strijdbaarheid merkbaar is, die reeds tot enkele resultaten aanleiding heeft gegeven welke weinig in overeenstemming zijn met de bedoelingen van de heersende rechterzijde : openlijke loonstrijden in de Antwerpse chemie en bij Sidmar; strakke onderhandelingen over de C.A.O.'s in verschillende gewesten bij de metaalverwerking en in de gas- en elektriciteitssector; de weigering tot kapituleren van de werkers van "Cuivre et Zinc" en van hun vakbond; schaakmat zetten van de verdaging van de sociale verkiezingen in de Limburgse mijnen; nieuwe reeks van akties bij de post; begin van hermobilisering bij de "edukatieve gemeenschappen"; enz... Men mag evenmin vergeten dat de brede vredesbeweging, heel het jaar door, belangrijke mobilisaties heeft aangekondigd.

Het is dan ook te begrijpen dat de meest handige onder de leidinggevende figuren in de regeringskoalitie, als reactie op de "slechte berichten" inzake werkloosheid en openbare financiën, het nodig hebben gevonden hun toevlucht te nemen tot uitwegen, die als bij wonder, evenveel kleine afwijkingen betekenen t.o.v. de "doktrine" van Hertoginnedal, zoals : openbare subsidies die niet begroot waren, om de sluiting van de Boelwerven uit te stellen, of de "sociale begeleiding" van het plan Gheyselinck te financieren; toekennen aan de gemeenten en de OCMW's van een beetje zuurstof om te verhinderen dat de werknemers met een nepstatuut, die tot

hiertoe door hen tewerkgesteld waren, massaal naar de werkloosheid zouden verwezen worden; stappen in de richting van het patronaat - en de vakbonden ! - om hen te verzoeken "een iets grotere inspanning te doen" inzake het scheppen van werkgelegenheid in de verlengenis van het interprofessioneel akkoord, ter "kompensatie" van de massale afschaffing van werkgelegenheid in de openbare sektor.

Zulke maatregelen kunnen echter slechts leiden tot te verwaarlozen resultaten. En dit in zoverre zij, in de meest gunstige veronderstelling, de bedoeling hebben slechts beperkte correcties aan de beslissingen van Hertoginnedal aan te brengen.

Teneinde de rampzalige crisisstrategie van de rechterzijde werkelijk schaakmat te zetten, dient de ontwikkeling van de weerstand en het verzet op een breed front en onder allerlei vormen, aangevuld te worden met de organisatie van een systematische volksdruk op de politieke krachten zowel van meerderheid als van oppositie, om het wezen zelf van de neo-liberale keuzes van Hertoginnedal op de helling te zetten. Dit houdt in dat :

- een werkelijke gezondmaking van de openbare financiën wordt nagestreefd, niet door de vermindering van die openbare en sociale uitgaven voort te zetten of te versnellen welke (in mindere of meerdere mate) ten goede komen aan de belangen van de gemeenschap - van de mensen -, maar door diegene aan te pakken die essentieel ten gunste komen aan het financieelkapitaal, waarvan de belangen niet kunnen verward worden met deze van de KMO's noch van de kleine spaarders (fiskaal voordelig regime van de banken, "neutralisatie" van de Bijzondere Belastingen Inspektie, meer dan ooit doelbewuste laissez-faire inzake kapitaalsvlucht...) ;

- de openbare macht doelbewust zou gebruikt worden (op het vlak van de fiskaliteit, van de hulpverleningen, van de bestellingen) om de (grote) bedrijven en de (grote) bezitters AAN TE ZETTEN te investeren in het scheppen van nuttige en vreedzame tewerkstelling in het land; en om ze AF TE BRENGEN van het zoeken naar een maximale financiële winst "gelijk hoe en gelijk waar" - terwijl tegelijkertijd de chantagepraktijken naar de openbare machten toe

vermenigvuldigd worden (cf. het akkoord van juli met de banken of het recente geschenk aan de patroons van Boel) ;

- de openbare middelen en instellingen, die een essentiële opdracht hebben voor het heden en de toekomst van de gemeenschap
- de mensen - te vrijwaren en te verbeteren, in plaats van er de meest "sappige" delen van te privatiseren en de rest aan zijn lot over te laten : vooreerst op het vlak van het onderwijs, het onderzoek (zowel in de menswetenschappen als in de zogenaamde exacte wetenschappen) en van het natuurlijk en cultureel patrimonium, maar ook op het vlak van openbaar vervoer en telekommunikatie, van de openbare pijlers van de sociale zekerheid en solidariteit, van de essentiële hefboomen van een industriële en financiële politiek die naam waardig ...

Brussel, 9 februari 1987.

Het Politiek Bureau van de

Kommunistische Partij van België.

PROCES-VERBAAL VAN HET POLITIEK BUREAU VAN 24/2/1987.

Aanwezig : PB - MD - RD - RJ - ML - LL - ClR - LVG

Verontschuldigd : JDB - JDG - DF - JM - JN - JT - JV.

- LVG geeft nieuws over de gezondheidstoestand - die verbetert - van J.Blume.
- LVG geeft informatie over het groot succes van het solidariteitsfeest met Zuid-Afrika, georganiseerd op initiatief van het Vlaams bureau, te Gent.
- PV van de vorige sekretariaatsvergaderingen : goedgekeurd onder voorbehoud van geschreven opmerkingen die voor 3 maart worden overgemaakt.

ONTWERPBRIEF AAN DE LEDEN VAN HET C.K.

Akkoord om het C.K. naar 28 maart te verschuiven, om het ontwerp te kunnen herwerken naar de vorm - voor het geheel - en inhoudelijk voor het tweede deel, en er zorg voor dragen om het aspect "manier van doen" te ontwikkelen.
Te hernemen op het PB van 6 maart.

Regeringsvoorstellen inzake fiskale hervorming : akkoord om dit punt te behandelen op het PB van 6 maart, in voorbereiding van het C.K. R.Dussart bereidt een nota voor (kijken welke dokumenten Fraschina reeds bijeen heeft).

AGENDA.

- C.K. van 28 maart
- akkoord om het C.K. van mei naar 23 mei te verplaatsen (cf.verjaardag van Germain-Anglo op 16/5).

PROCES-VERBAAL VAN HET POLITIEK BUREAU VAN 20 MAART 1987.

Aanwezig: P.Beuvois, J.Debrouwere, J.De Geyter, M.Dullaert, R.Dussart, D.Fedrigio,
R.Jacobs, L.Loose, J.Moins, Cl.Renard, J.Turf, L.Van Geyt, S.Nudelhole.

Verontschuldigd: M.Levaux, J.Nagels, J.Vercaigne, M.Couteau.

=====

1. P.V. VAN DE VOORBIJE SEKRETARIAATSVERGADERINGEN.

Aangenomen onder voorbehoud van geschreven opmerkingen die zouden toekomen vanwege de afwezige kameraden vóór 27 maart en van de nota die J.Moins aankondigde over het persfeest (en, eventueel, de nota aangekondigd door P.Beuvois over de SPE-DR).

2. INTERNATIONALE TOESTAND.

- Gedachtenwisseling over de nieuwe ontwikkelingen sinds de sovjetvoorstellen van 28 februari, waaruit de positieve houding van de Belgische regering blijkt en er voorrang moet gegeven worden aan de druk om deze houding te bestendigen, met het oog op een definitieve afwijzing van de 32 nieuwe raketten en de "terugzending" van de 16.

Uiteenlopende meningen worden geopperd over de draagwijdte en de risico's van de "Europese stappen" die door Martens worden op gang gebracht (tengevolge van het "voorstel Delors"). Debat verder te zetten.

Kernvrije zone (vervolg).

Akkoord voor een niet-openbare bijeenkomst te Brussel in mei van de KP's van de Benelux + de Bondsrepubliek.

- Voorstel NRD aan de FJJ voor een kollokwium over de problemen van de veiligheid van de Europese landen : een meerderheid wil bij de NRI peilen naar een VOORSTEL tot kollokwium onder de verantwoordelijkheid van de KPB, gericht op de Centraal-Europese zone, eventueel uitgebreid tot Hongarije en Denemarken.

Het PB neemt akte van het niet-akkoord zijn van RJ, JM en SN, die het, naar hun mening, reducerend aspect van dit voorstel betreuren.

3. BELASTINGEN (in aanwezigheid van Ph.Fraschina).

Regeringsvoorstellen : - weinig precieze informatie over de wijze waarop het debat verloopt in de schoot van de regering (inbegrepen bij de volkskrachten verbonden aan de meerderheid) ;

- gedachtenwisseling over de criteria in functie van dewelke deze maatregelen moeten beoordeeld worden eens zij duidelijker zijn - criteria die "naar de beweging en de opinie toe" moeten gebracht worden zo vlug mogelijk ;

- akkoord om de nadruk te leggen op de wijze waarop de kleine en middelgrote belastingbetalers zich nu en in de toekomst zullen laten "rollen" en over de steeds grotere speelruimte die aan de grote fiskale fraude wordt verleend.

Een groeiende ondoorzichtigheid van de statistische gegevens ... moet ook onderlijnd worden.

PROCES-VERBAAL VAN HET POLITIEK BUREAU VAN 3 APRIL 1987.

Aanwezig : J. Debrouwere, M. Dullaert, R. Dussart, D. Fedrigo, R. Jacobs,
M. Levaux, L. Loose, J. Moins, Cl. Renard, J. Turf, L. Van Geyt,
J. Vercaigne, S. Nudelhole.

Verontschuldigd: P. Beauvois, J. De Geyter, J. Nagels, M. Couteau.

==::~::==::~::==::~::==::~::==::~::==::~::==::~::==::~::==::~::==::~::==::~::==

1. P.V.'s VAN DE VORIGE SEKRETARIAATSVERGADERINGEN.

Aangenomen onder het gewone voorbehoud en verduidelijkingen aangaande het Cubaanse dossier ==) de laatste paragraaf van 1 b) van het sekretariaat van 31/3 vervangen door wat volgt :

Dit dossier werd zoals afgesproken behandeld door de verantwoordelijken van het feest, erover waken de internationale verantwoordelijken te waarschuwen.

M. Levaux deelt zijn wens mede door een volgend sekretariaat gehoord te worden.

2. GEVOLGEN VAN HET C.K.

- Het PB verheugt zich over het belang van de debatten 's voormiddags en betreurt de wending die de discussie nam 's namiddags, welke nog weinig ruimte bood tot verrijking van het eindgedeelte van het voor- gestelde dokument.

Het mandateert LVG diensengevolge om het overleg met de co-voorzitters te organiseren met het oog op de organisatie van de werkzaamheden, die toelaat dat de uiteenlopende opvattingen zich korrekt kunnen uitdrukken, maar zonder de discussie te blokkeren.

- Het PB verneemt dat vanuit verschillende federaties dringende vragen komen die de noodzaak voelen om het denken verder te zetten dat door het dokument werd aangevat en dit te verbinden met hun konkrete terreinen, o.m. in het perspektief van de gemeenteraadsverkiezingen. De initiatieven op dit vlak komen toe aan de federatieve instanties. Verschillende leden van het PB zijn kandidaat om aan dit werk deel te nemen.

- Over de kwestie van de duidelijke uitspraak tussen Belgische en Europese dimensie, is het PB akkoord voor een operationele aanpak die in elk geval zal gekonkretiseerd worden, zowel op Europees als op Belgisch vlak op de meest doeltreffende manier, teneinde de openbare opinie te sensibiliseren en om te WEGEN op de midden(s) waar de reële beslissingen getroffen worden cf. de Raad en de Kommissie, uitingen van de regeringen ; cf. ook de feitelijke machten van deze laatste (openbare bestellingen en steun, enz...).

Hierover gedachtenwisseling waar de gevallen Michelin, Solvay, Caterpillar... worden aangehaald, de nakende privatisering van de inter-kommunales, de Royale Belge.

Wat dit laatste geval betreft, mandateert een unaniem PB LVG voor een brief aan Martens (te gebruiken in de richting van de pers en de vakbondsorganisaties) die zijn voorstellen bevestigt voor wettelijke, dringende maatregelen, buiten de ingetreden "wapenstilstand".

- Te aktualiseren : een omschrijving van de nationale en gewestelijke dimensies, rekening houdend met de discussies die in de federatieve instanties aan de gang zijn. Een konfrontatie van informaties en opinies voorzien (inbegrepen inde richting van het C.K.).

3. LAATSTE ONTWIKKELINGEN IN DE DOSSIERS "RAKETTEN" EN "KORRIDOR".

- Kernvrije zone en delegatie bij de SED : JDB en DF maken melding van de eerste, gevarieerde, reacties op onze voorstellen en van een antwoord dat aangekondigd wordt voor einde april.
- JDB stelt 3 denkrichtingen voor voor het komende werk en stappen naar K.P. en andere linkse formaties van "Centraal-West-Europa".
 - ° ontwapening op het vlak van kernwapens, chemische wapens en bakteriologische wapens (ABC)
 - ° de vermindering van de konventionele bewapening,
 - ° de vredesekonomie.

Als besluit van een gedachtenwisseling over de nieuwe kontekst waarin deze problemen zich stellen

- ° herinnert LVG aan de oriëntaties aangenomen door de partij over de vredesekonomie als fase van verandering "binnen de grenzen van het kapitalisme",
- trekt LVG de aandacht op een reeks van elementen, die o.m. van VAKA en CNAPD uitgaan, en die trachten de dubbele oriëntatie van onze inspanningen naar een konsolidatie van een duidelijke steun van België aan de nul-optie en naar een Centraal-Europese dimensie inzake kernbewapening (en ABC-wapens) te vergemakkelijken, waardoor België en de Bondsrepubliek zich onderscheiden van de kernmachten in het Europa van de Twaalf.

4. BELASTINGEN.

Naar aanleiding van het verslag van RD, is het PB akkoord om 2 "propaganda"-voorstellen trachten te konkretiseren :

1. vrijstelling van de inkomsten tot de minimex
2. dekumul van de inkomsten UIT ARBEID van de echtgenoten.

De kostprijs van deze voorstellen berekenen en compensatiemaatregelen voorzien (cf. Bond van Gezinnen en geen verhoging van de indirekte belastingen).

Zeer duidelijk zijn over de notie van inkomsten uit arbeid : hoe deze te omschrijven opdat zij niet als mogelijkheid zouden kunnen gebruikt worden voor de kumul van de grote fortuinen?

PROCES-VERBAAL VAN HET POLITIEK BUREAU VAN 24 APRIL 1987.

Aanwezig : P.Beauvois, M.Dullaert, R.Dussart, R.Jacobs, M.Levaux,
----- L.Loose, J.Moins, J.Nagels, Cl.Renard, L.Van Geyt, S.Nudelhole

Verontschuldigd: J.Debrouwere, J.De Geyter, D.Fedrigo, J.Turf,
----- J.Vercaigne, M.Couteau.

=====
=====

1. P.V. van het PB van 3/4 en de sekretariaatsvergaderingen van 7,
14 en 21 april.
-

aangenomen onder het gewone voorbehoud.

M.Levaux deelt zijn bezorgdheid mee inzake het Cubaans dossier. Het PB vraagt hem S.N. over het geheel van het dossier te informeren en met hem te onderzoeken welke gevolgen moeten gegeven worden.

2. POLITIEKE TOESTAND.

Gedachtenwisseling over enkele aspecten van het - voorlopig - bilan van de sociale verkiezingen (de discussie is tenandere bezig voor het grootste deel, in de federatieve instanties) en over de perspectieven van de beweging.

Buiten de vaststelling van de versteviging van de posities van strijd-bare vakbondsmilitanten, in een reeks sub-gewesten en sectoren, akkoord dat, wil het strijdbaar sindikalisme vandaag suksessen behalen in de bedrijven, het van doorslaggevend belang is dat de strijd "naar buiten breekt" en er een verbinding georganiseerd wordt tussen de strijd binnenin en de solidariteit en druk op de politieke krachten buiten (cf. Doel en mobilisatie buiten het bedrijf op de thema's veiligheid en milieu).

Akkoord over de - essentiële - rol van de partij als "synthesemaker" van de deelfronten.

Akkoord om het voorstel van de MOC voor een grote parlementaire enquête over de armoede tot de onze te maken, en ons bezinnen over het gebruik ervan, buiten de frankophone en kristelijke middens.

Er worden eveneens suggesties gedaan

- ° om rekening te houden met de internationale kontekst (en o.m. de krisis van het Japans model)
- ° de analyse te ontwikkelen van het proces van financierisering van de bedrijven en de nadruk te leggen op de ontwikkeling van de democratische controle op het beheer in de privé-ondernemingen
- de nadruk te leggen op de verbreding van het aktieveld van de openbare lokale machten (gemeenten, OCMW's, interkommunales) tegenover de armoede inzake openbare dienstverlening (distributie, zelfs produktie van elektriciteit, enz...).

3. STRIJD VOOR NUKLEAIRE EN KONVENTIONELE ONTWAPENING.

Gedachtenwisseling over de toestand na de reis van Shultz naar Moskou waaruit blijkt dat het PB akkoord is de tot hiertoe verdedigde oriëntaties verder te zetten :

- afsluiten van een akkoord over de terugtrekking van de euroraketten en druk op de Belgische regering opdat zij zou vasthouden aan haar initieel standpunt ten gunste van de nuloptie en de weigering van een "nieuw pakket" et dat zij dit verdedigt in ALLE instanties waar zij zetelt naast haar Europese partners en/of bondgenoten.
- dat zij na dit akkoord onderhandelingen zou beginnen over de terugtrekking van kernwapens "van kortere afstand", alsook over de vermindering van de konventionele wapens en de progressieve verwijdering van kernwapens van alle categorieën.

Akkoord over de noodzaak om, wat het tweede luik betreft, rekening te houden met het feit dat voor zekere delen van deze onderhandelingen, er zich vlugger mogelijkheden kunnen voordoen tot deblokking op het vlak van Centraal-Europa (Benelux, DBR, DDR, Tsjechoslovakije, Polen) dan op het pan-Europese vlak. (Rekening houdend o.m. met de specifieke toestand van de Europese kernmachten, Frankrijk inbegrepen).

Akkoord van het PB om

- ° te ijveren voor een eenheid van de democratische krachten van ons land ten gunste van een insluiting van België in zulke zone van de minste bewapening ;
- ° deze keuze te nemen met aandacht voor de bijzondere inspanning die het Waals en franstalig gedeelte moet leveren, rekening houdend zowel met de nabijheid van Frankrijk, kernmacht, als de gevoeligheid van belangrijke delen van de opinie, inbegrepen van de linkse, voor het argument "militaire bestellingen = tewerkstelling".

PROCÈS VERBAL DU BUREAU POLITIQUE DU 24 AVRIL 1987

Présents : P. Beauvois - M. Dullaert - R. Dussart - R. Jacobs - M. Levaux -
L. Loose - J. Moins - J. Nagels - Cl. Renard - L. Van Geyt -
S. Nudelhole

Excusés : J. Debrouwere - J. De Geyter - D. Fedrigo - J. Turf - J. Vercai-
gne, M. Couteau

=====
=====

I. P.V. du BP du 3 avril et des secrétariats des 7-14 et 21 avril :
adoptés sous les réserves habituelles.

M. Levaux fait part de ses préoccupations liées au dossier cubain.
Le BP lui demande d'informer S.N. de l'ensemble du dossier et d'examiner
avec lui les suites à donner.

2. SITUATION POLITIQUE

Echange de vues sur quelques aspects du bilan - provisoire - des
élections sociales (la discussion étant par ailleurs en cours, pour
l'essentiel, dans les instances fédératives) et sur les perspectives
du mouvement.

Au-delà du constat du renforcement, dans une série de sous-régions et
de secteurs, de la position des syndicalistes combattifs, accord sur
l'importance décisive, pour que syndicalisme combatif puisse aujourd'hui
remporter succès dans les entreprises, de "désencercler" ces luttes
et d'organiser l'articulation entre luttes à l'intérieur et solidarité
et pression sur forces politiques à l'extérieur (cf. Doel et mobilisation
extérieure sur thèmes sécurité, environnement).

Accord sur le rôle - essentiel - du parti, comme "synthétiseur" des
fronts partiels.

Accord pour saisir, dans cet esprit, la proposition du MOC d'une grande
enquête parlementaire sur la pauvreté et réfléchir à usage, au-delà de
la francophonie et des milieux chrétiens.

Suggestions sont également faites

- . de prendre en compte contexte international (et notamment la crise du
modèle japonais)
- . de développer analyse du processus de financiarisation des entreprises
et de mettre l'accent sur développement de contrôle démocratique de la
gestion dans entreprises privées
- . de mettre l'accent sur l'élargissement du champ d'action des pouvoirs
publics locaux (communes, CPAS, intercommunales) face à la pauvreté
en matière de services d'intérêt public (distribution voire production
d'électricité, etc).

3. LUTTE POUR LE DÉSARMEMENT NUCLÉAIRE ET CONVENTIONNEL

Echange de vues sur situation au lendemain du voyage de Shultz à Moscou au terme duquel le BP marque son accord sur poursuite des orientations défendues jusqu'à présent :

- . conclusion d'un accord sur le retrait des euromissiles et pression sur gouvernement belge pour qu'il s'en tienne à sa prise de position initiale en faveur de l'option zéro et du refus d'un "nouveau paquet" et pour qu'il la défende dans toutes les instances où il siège côte à côte avec ses partenaires et/ou alliés européens;
- . mise en route dans la foulée de cet accord de négociations sur le retrait des armes nucléaires "de plus courte portée", ainsi que sur la réduction des armes conventionnelles et sur l'élimination progressive des armes nucléaires de toutes catégories.

Accord sur la nécessité, pour ce 2e volet de prendre en compte le fait que pour certains volets de ces négociations, des possibilités de déblocage peuvent se présenter plus rapidement au niveau de l'Europe centrale (Benelux - RFA - RDA - Tchécoslovaquie et Pologne) qu'au niveau pan-européen. (Compte tenu entre autres de la situation spécifique des puissances nucléaires européennes, France comprise).

Accord du BP pour

- . oeuvrer à l'union des forces démocratiques de notre pays en faveur de l'inclusion de la Belgique dans telle zone de moindre armement ;
- . assumer ce choix en étant attentifs à l'effort particulier qu'il impliquera au niveau wallon et francophone, compte tenu à la fois de la proximité de la France, puissance nucléaire, et de la sensibilité de secteurs importants de l'opinion, y compris à gauche, à l'argument "commandes militaires = emplois".

KLAS
sh

Aanwezig : J. Debrouwere, J. De Geyter, R. Dussart, R. Jacobs, L. Loose, J. Moins, Cl. Renard,
----- J. Turf, L. Van Geyt, M. Dullaert, S. Nudelhole + A. Duchateau, D. Vonckx, J. Vrand.

Verontschuldigd : P. Beauvois, D. Fedrigo, M. Levaux, J. Nagels, J. Vercaigne, M. Couteau.

=====

TOEKOMST VAN DE BELGISCHE DIMENSIE VAN DE PARTIJ.

Na een brede gedachtenwisseling, tekent zich een algemene konsensus af om in het vooruitzicht van belangrijke vervaldata (voltooiing van de federalisering en begrotings-sleutels) rekening te houden "met de zin en het nut voor een te voorziene toekomst, van een Belgische dimensie van de partij" :

- er is een grote kans dat de Belgische staat, op middellange termijn, een eigen rol en bevoegdheden zal behouden in een reeks van gemeenschappelijke domeinen (cf. bijvoorbeeld de lijst van de "te delegeren" materies in het dokument van het "Overleg-centrum van Vlaamse Verenigingen" en de 1 mei-toespraak van G. Spitaels) ;
- het belang voor de kommunisten van de verschillende gemeenschappen en gewesten om een gevaar van "versnippering" te vermijden, zowel van het krediet dat de KPB-PCB heeft kunnen behouden, o.m. inzake buitenlandse politiek, als van zijn "bagage" en zijn gemeenschappelijke middelen ;
- de Belgische (vooral "interkommunautaire") dimensie van onze bondgenootschappen-strategie (cf. bijvoorbeeld de vredesbeweging of de actie voor het recht op abortus) en bijdrage van de KPB-PCB aan de verspreiding van de ideeën en de coördinatie van de initiatieven "tussen de twee politiek-kulturele sferen".

Een bikommunautaire konsensus tekent zich eveneens af om te menen dat deze "Belgische dimensie" zal moeten beschikken over een aangepaste ruimte (dus zowel verminderd in vergelijking met deze voorgeschreven door de geldende statuten en voldoende om zijn rol op te nemen) met het oog op de uitoefening van de bevoegdheden die haar "blijvend worden gedelegeerd" door de federatieve komponenten- en voor alles door de twee grote kommunautaire komponenten- die volledig autonoom zijn voor alle materies die hen eigen zijn en voor hun interne werking. De instanties (structuren) van deze "Belgische dimensie" (zie de schemas) zullen essentieel moeten voortvloeien uit de kommunautaire komponenten en tegelijkertijd op het niveau van de "eenheid" een bevestiging krijgen die niet formeel is (die inhoudt dat een gemeenschappelijke wil "op Belgische schaal" tot uiting komt). De gewestelijke Brusselse instanties behouden de bevoegdheid over het geheel van de materies eigen aan het gewest en gemeenschappelijk aan de gemeenschappen (voor alles aan de twee Belgische gemeenschappen) die het gewest samenstellen, maar hun deelname aan het leven "van de eenheid" zal voor het grootste deel - zoals tenandere vandaag het geval is - gaan over de twee grote kommunautaire "takken".

RJ en JM drukken hun reserves uit hieromtrent en zijn van mening dat het voorgestelde schema voor de toekomst duidelijk de ruimte voorbehouden voor het Brussels gewest lijkt te verminderen (LVG erkent dat aan dit schema een voorstelling ("pijltjes") ontbreekt die de Brusselse aanbreng "doorheen de twee takken" aan de gemeenschappelijke instanties vertaalt).

Rekening houdend met het feit dat de weerhouden oriëntaties alleen de grote principes betreffen van een ontwerpakkoord, grote principes die moeten gekonkretiseerd worden o.m. met het oog op alle elementen van de discussie van vandaag, is het BP van mening dat de "verbeterde" schemas een geldig referentiepunt betekenen voor de voortzetting van de debatten.

PROCÈS VERBAL DU BUREAU POLITIQUE ÉLARGI DU 5 MAI 1987

Présents : J. Debrouwere - J. De Geyter - R. Dussart - R. Jacobs -
L. Loose - J. Moins - Cl. Renard - J. Turf - L. Van Geyt -
M. Dullaert - S. Nudelhole
+ A. Duchateau - D. Vonckx, J. Vrand

Excusés : P. Beauvois - D. Fedrigo - M. Levaux - J. Nagels - J. Vercaigne -
M. Couteau

=====
=====

AVENIR DE LA DIMENSION BELGE DU PARTI

Au terme d'un large échange de vues, un consensus général se dégage pour prendre en compte à l'approche d'échéances importantes (parachèvement de la fédéralisation et clés budgétaires) " le sens et l'utilité pour un avenir prévisible, d'une dimension belge du parti" :

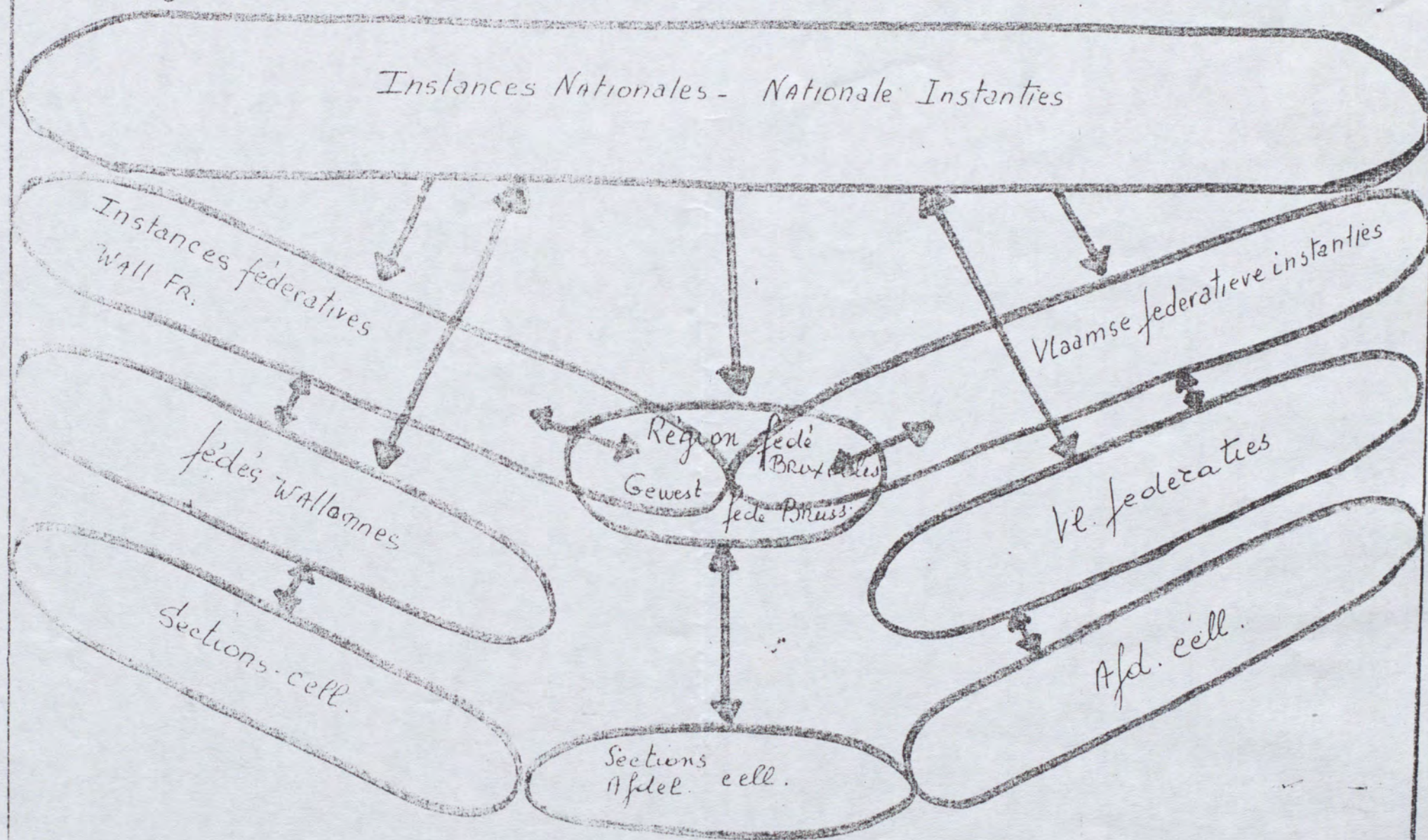
- haute probabilité de voir l'Etat belge conserver, à moyen terme, un rôle et des compétences propres dans une série de domaines communs (cf. par exemple liste de matières "à déléguer" dans le document de l'"Overlegcentrum van Vlaamse Verenigingen" et discours de 1er mai de G. Spitaels) ;
- intérêt pour les communistes des différentes communautés et régions d'éviter le risque d'"émiettements", tant du crédit qu'a pu conserver le PCB-KPB, notamment en matière de politique extérieure, que de son "bagage" et de ses moyens communs ;
- dimension belge (principalement "intercommunautaire") de notre stratégie des alliances (cf. par exemple mouvement de la paix ou action pour la conquête du droit à l'IVG) et contribution du PCB-KPB à l'organisation de la circulation des idées et de la coordination des initiatives "entre les deux sphères politico-culturelles".

Un consensus bicommunautaire se dégage aussi pour estimer que cette "dimension belge" devra disposer d'un espace approprié (donc à la fois réduit par rapport à celui que prescrivent les statuts en vigueur et suffisant pour assumer son rôle) en vue d'exercer les compétences qui lui seront "durablement déléguées" par des composantes fédératives - et avant tout ses deux grandes composantes communautaires - pleinement autonomes pour toutes les matières qui leur sont propres et pour leur fonctionnement interne. Les instances (structures) de cette "dimension belge" (voir schémas joints) devront émaner pour l'essentiel, des composantes communautaires, et en même temps recevoir au niveau "de l'union" une consécration qui ne soit pas formelle (qui implique la manifestation d'une volonté commune "à l'échelle belge"). Les instances régionales bruxelloises garderont la compétence de traiter l'ensemble des matières propres à la région et communes aux communautés (avant tout aux deux communautés belges) qui le composent, mais leur participation à la vie "de l'union" passera pour l'essentiel - comme c'est d'ailleurs le cas aujourd'hui - par les deux grandes "branches" communautaires.

RJ et JM expriment des réserves à ce propos et estiment que le schéma proposé pour l'avenir paraît réduire très nettement l'espace réservé à la régionale bruxelloise (LVG reconnaît qu'il manque à ce schéma une représentation ("flèches") traduisant l'apport bruxellois "à travers les deux branches" aux instances communes.

Compte tenu du fait que les orientations retenues ne concernent que les grands principes d'un projet d'accord, grandes principes qui restent à concrétiser au vu, notamment, de tous les éléments de la discussion de ce jour, le BP estime que les schémas "corrigés" constituent un point de référence valable pour la suite des débats.

Schema { Prescrit par les statuts existants
voorgeschreven door de bestaande statuten



PROCES - VERBAAL VAN HET POLITIEK BUREAU VAN 15 MEI 1987.

Aanwezig : P.Beauvois, J.De Geyter, M.Dullaert, R.Dussart, D.Fedriço,
----- R.Jacobs, M.Levaux, L.Loose, J.Moins, Cl.Renard, J.Turf,
L.Van Geyt, S.Nudelhole.

Verontschuldigd: J.Debrouwere, J.Nagels, J.Vercaigne, M.Couteau.

=====
=====

1. P.V. van de vergaderingen van P.B. en sekretariaat van 24/4, 28/4,
5/5 en 12/5 :

Aangenomen onder voorbehoud van geschreven opmerkingen van de afwezige kameraden voor 19 mei.

2. UITVOERING VAN DE BEGROTINGEN 87 EN VERDELING VAN DE GEMEENSCHAP-
PELIJKE INKOMENS IN 1988 (in aanwezigheid van J.Vrand).-----

- Informatie over de staat van de huidige verwezenlijking van de begrotingen 87 : overeenkomstig met wat voorzien was.
- Informatie over de vermindering met 10 % ("het strikte minimum") van de inbreng van "niet-militante" middelen in 1988 en de reële kansen (alhoewel nog onzeker) van een stabilisering op dit niveau gedurende 2 à 3 jaar.
- RJ licht, zoals voorzien het voorstel toe tot verdeling van de gemeenschappelijke inkomsten (niet-militante dotatie + inkomsten van parlementaire oorsprong + diversen) dat hij op het Sekretariaat voorlegde (zie PV van de bijeenkomst van 12/5), vertrekkend vanuit de werkgroep "sleutels". Deze voorstellen zijn gebaseerd op de toekenning van een forfait per gemeenschap en/of per gewest. Het saldo wordt verdeeld in verhouding "tot de effectieven en de militante inkomsten" (deze berekening verschilt van de "sleutel" toegepast gedurende jaren, maar houdt rekening met een "vitale minimum-drempel" voor de componenten de minste effectieven tellen.) Zij leidt tot volgende cijfers :
 - "nationaal" + technisch: van 2,869 (maand) naar 2,579 : - 0,290
 - (bij voorrang af te houden van "nationaal")
 - Waals Franst. van 3,202 naar 2,957 : - 0,245
 - Vl. van 1,897 naar 1,644 : - 0,253
 - Br. van 0,202 naar 0,200 : - 0,002
- De voorgestelde besparingen worden als overdreven beoordeeld door de "woordvoerders" van de twee grote federatieve entiteiten :
 - o van waals-franst.zijde is men van mening dat de "relatieve correctie" onvoldoende is, men onderlijnt dat men wel akkoord is met de noodzaak aan de Vlaamse vleugel een deel te verzekeren dat meer is dan het proportionele ("minimum drempel"), maar men is van mening dat de vermindering van het verschil in percenten (niet ver van de 10 %) tussen de enveloppes van de twee vleugels overdreven is, dat dit op termijn zou moeten herleid worden tot een percentage dat maar de helft is en dat("laatste woord" van J.Vr.) de waals-franst. enveloppe minimum zou moeten kunnen genieten in 1988 van een "relatieve verhoging" van 2 % in verhouding tot de som van de federatieve enveloppes.

- van Vlaamse kant geeft men toe dat er ernstige redenen zijn om een "beperkte korrektie" aan te brengen ten gunste van de waals-franst. enveloppe, aan de verdeling van de besparingen volgens de bestaande sleutel (weerhouden redenen : bijzondere impact voor de overeenstemmende vleugel van het verlies der nationale verkozenen ; tegenslagen inzake een versnelde afbouw van de overheidssteun aan de dagbladen ; noodzaak om kortelings te voorzien in de vervanging van verschillende kaders die bij de vorige "zware besparingstrein" aanvaardden om als "op vervroegde pensioenstelling"-gezette vrijwilligers te functioneren). Men is nochtans van mening dat de voorgestelde vermindering van de Vlaamse enveloppe te hoog is en men stelt voor ("laatste woord" van J.T. dat bij de "proportionele vermindering" van 10 % (88 in vergelijking met 87) een "bescheiden supplement" zou gevoegd worden van de orde van 0,050 tot 0,100 maximaal ;
- bijna alle tussenkomsten benadrukken de noodzaak om van meer dichtbij de mogelijkheden te onderzoeken om de werkingskosten te drukken, zelfs de "uit het verleden stammende té hoge levensstandaard", die op de "nationale" en technische enveloppes wegen, alsook in het perspectief van een werkelijke rationalisering de opportuniteit af te wegen om deze of gene rubriek(en) van de technische enveloppe, zelfs van de algemene onkosten te "federaliseren".

Gezien het PB er niet in lukte de "laatste woorden" van de twee vleugels met elkaar te verzoenen, besluit het een bijkomende bijeenkomst te beleggen op 19/5 (om de discussie die aan de gang is te beëindigen en de dagorde van vandaag, 15/5 af te werken) en draagt een werkgroep op (RJ, LL en J.Vr. met LVG) om te onderzoeken op welke wijze de "knoop" die blijft bestaan kan "ontward" worden.

PROCES-VERBAAL VAN HET POLITIEK BUREAU VAN 19 MEI 1987.

Aanwezig: J.De Geyter, M.Dullaert, D.Fedrigo, R.Jacobs, M.Levaux,
L.Loose, J.Moins, Cl.Renard, L.Van Geyt, S.Nudelhole.

Verontschuldigd: P.Beauvois, J.Debrouwère, R.Dussart, J.Nagels,
J.Turf, J.Vercaigne, M.Couteau.

=====
=====

1. VERDELING VAN DE GEMEENSCHAPPELIJKE INKOMSTEN IN 88 (in aanwezigheid van J.Vrand).

L.V.G. stelt een "meerderheidskonsensus" voor die die tot uitdrukking kwam in de werkgroep die als taak had voorstellen voor een politiek akkoord te doen voor 1988 op basis van de argumenten die enerzijds en anderzijds op 15 mei werden weerhouden (rechtvaardiging van een meer dan proportioneel deel voor de Vlaamse vleugel; nieuwe elementen die een zekere vermindering van het bestaande verschil rechtvaardigen in verhouding tot de "regel van drie" ten gunste van de waals-franst. vleugel), en die rekening houdt met de wederzijdse "laatste woorden", stelt de groep voor :

- om in verhouding tot de regel van drie (- 10 %) de vermindering van de Vlaamse enveloppe met 50.000 te verhogen, wat zou betekenen dat deze van 1,897 zou gebracht worden op 1,658 (-0,239) ;
- om enigszins de vermindering van de waals-franst.enveloppe te verminderen door het effect van de regel van drie te corrigeren door de inbreng van een supplement dat gelijk is aan 2 % van de som der drie gefederaliseerde enveloppes, hetzij 96.000 F dat deze van 3,202 zou brengen naar 2,995 (- 0,207).

Deze dubbele operatie laat een "tekort aan besparingen" van 36.000 F. De groep (min R.J.) stelt voor :

- om een vermindering van 5 % (i.p.v. 1 %) toe te passen op de Brusselse enveloppe, wat deze van 0,202 brengt op 0,192 (- 0,010) ;
- om op de technische begroting een vermindering door te voeren van 5 %, voorafgegaan van een prioritaire heffing van 36.000 F ten gunste van de waals-franst. enveloppe en vermeerderd met een supplement van 8.000 F om volkomen het "gebrek aan besparingen" van de drie federatieve enveloppes in hun geheel genomen te compenseren, de technische zou dus van 1,460 gebracht worden op 1,337 (- 0,123) ;
- om met 15 % de eigenlijke "nationale" enveloppe te verminderen, wat deze van 1,409 zou brengen op 1,198 (- 0,211) ;

WELVERSTAAN DAT, INDIEN DE VOORZIENE BESPARINGEN VOOR DE TECHNISCHE NIET ZOUDEN GEREALISEERD WORDEN, HET VERSCHIL ZOU GEVOEGD WORDEN BIJ DE VOORZIENE VERMINDERING VOOR "NATIONAAL".

Het voorgestelde politieke akkoord houdt een diepgaand operatief onderzoek in voor november (begrotings-C.K.), door een gemengde werkgroep van de technische begroting (werkingskosten) en de algemene onkosten in een optiek van werkelijke rationalisatie en een "aanpassing van de levensstandaard aan de huidige werkelijkheden", inbegrepen inzake het gebruik en de lasten van de vastgoed-infrastructuur. Dit operatief onderzoek zal nochtans geen afbreuk mogen doen aan de "lasten van het verleden" (gepensioneerden), noch afgesloten mogen worden door gelijk welke willekeurige wijziging in het statuut van de vrijgestelden.

Het politiek akkoord houdt eveneens een finalisering in van de hervorming die van de DR en de RV "kommerciële" klanten van de N.V.V. maakt, en het voorleggen door de uiteindelijke verantwoordelijken hiervan van een realistische planning om deze rendabel te maken, rekening houdend met de toepassing door haarzelf van "kommerciële" prijzen voor de betrokken klanten.

Het aldus geformuleerde voorstel van politiek akkoord krijgt de steun van het geheel van de aanwezige leden van het PB, min de twee Brusselse leden, waarvan één er zich tegen verzet, en de andere zich onthoudt.

Deze kameraden motiveren hun niet-akkoord zijn niet door het niveau van de aan Brussel gevraagde "inspanning" maar door het feit dat volgens hen een reeks aangehaalde argumenten om dit luik van het plan te rechtvaardigen de uitdrukking zijn van een neiging die volgens hun gevaarlijk lijkt : de neiging om de federalisering van de partij op te vatten op een wijze die de rol (en de plaats) van het Brusselse gewest niet erkent.

Wat het Vlaams aspect van dit probleem betreft, zal LVG het initiatief nemen tot het samenbrengen van de voornaamste verantwoordelijken van de Vlaamse leiding, de voornaamste Vlaamse verantwoordelijke van Brussel en de nationale voorzitter.

Wat het waals-franst. aspect van hetzelfde probleem betreft, suggereert M. Levaux een discussie in de schoot van de betrokken vleugel over de wijze waarop aan Brussel de noodzakelijke ruimte wordt verzekerd gezien de specifieke rol ervan.

Cl.R. betreurt dat het PB ertoe gebracht wordt een politiek akkoord over de begroting voor te stellen, terwijl de werkzaamheden voor een voltooiing van de federalisering van de partij slechts in een beginstadium verkeren.

2. BIJKOMENDE DAGORDE VOOR HET C.K.

- ° LVG zal een mededeling doen over de stand van de discussie in het PB aangaande de toekomstige rol en plaats van de "Belgische dimensie" van de KPB-PCB en over de geplande gevolgen van het debat over de "voltooide federalisering".
- ° Cl.R. zal het debat inleiden over de "groeiende problemen voor Martens VI en over de noodzaak om een "programmatisch kader" of "hoofdlijnen" op Belgisch niveau voor te bereiden, met het oog op het opstellen van de programma's en de bepaling van de strategieën van iedere federatieve komposante van de partij - inbegrepen de mogelijkheid van een vervroegde ontbinding van de Kamers.

of

PROCES-VERBAAL VAN HET POLITIEK BUREAU VAN 2 JUNI 1987.

Aanwezig : J.Debrouwere, J.De Geyter, M.Dullaert, R.Dussart, R.Jacobs, L.Loose, J.Moins
----- Cl.Renard, L.Van GEyt, S.Nudelhole.

Verontschuldigd: P.Beauvois, M.Levaux, J.Nagels, J.Turf, J.Vercaigne, M.Couteau.

=====
:::==y:::==
=====

1. P.V. VAN P.B. EN SEKRETARIAAT VAN 15/, 19/ EN 26 MEI.

Verdeling van de gemeenschappelijke inkomsten voor 88 :

X het P.V. van 19 mei vervolledigen : D.F. motiveert zijn stem, die positief was over de voorstellen van politiek akkoord, door het feit dat dit akkoord gaat over 88 en deelt mede dat hij, voor wat het vervolg betreft, eraan houdt om terug te komen op de voorstellen van J.T. op het vorige P.B. (cf. PV 19 mei).

2. P.B. VAN 12 JUNI.

Cl.R. en L.V.G. bereiden een ontwerp voor, in het verlengde van het C.K., over de gemeenschappelijke krachtlijnen voor geregionaliseerde programma's ingeval van verkiezingen (vervroegde of niet).

3. GEVOLGEN VAN DE ANDERE WERKZAAMHEDEN VAN HET C.K.

A. Als gevolg van de mededeling over de toekomst van de "Belgische dimensie" van de partij, informeert LVG het PB van het feit dat de gemengde werkgroep voor de voltooiing van de federalisering bijeengeroepen is voor vrijdag 5/6, en dat op basis van een werkttekst, het probleem zal aangesneden worden van de omschrijving van de bevoegdheden van de "unie" en van ieder van haar samenstellende delen, alsook dit van de structuur (samenstelling) van de instanties van de unie.

X B. Wat betreft de begrotingsenveloppes voor 88, drukken verschillende sprekers hun verwordering en afkeur uit over het feit dat verschillende leden van het PB die het politiek akkoord, dat tot stand kwam op dit niveau, onderschreven hadden, zich onthouden hebben bij de stemming op het C.K., en nog meer over het feit dat J.T. zich uitgesproken heeft tegen de cijfers die hijzelf op het P.B. naar voren bracht.

Verschiedende beschouwingen worden geopperd om de kontekst van deze onverwachte stemming goed te situeren.

Zekere leden van het C.K. trokken de prerogatieven hiervan in twijfel voor wat betreft de behandelde materie - dit ingevolge een bijzonder besluit van het "begrotings"C.K. van 29 november 86 - de aanwezige P.B.-leden zijn unaniem om te bevestigen dat het aan het begrotingsC.K. van het einde van dit jaar toekomt om te beslissen zowel over het volume van de verschillende enveloppes voor 88 als over de inhoud van die enveloppes die beheerd worden onder zijn controle ("nationale" en "technische" controle). De aanwezige leden van het P.B. zijn eveneens akkoord om van mening te zijn dat dit begrotingsC.K. slechts in degelijke omstandigheden kan doorgaan indien, in tussentijd, de gemengde werkgroep die belast is met het onderzoek van de rationalisering (vooral wat de werkingskosten betreft) EN de gemengde werkgroep over de voltooiing van de federalisering het terrein voldoende geëffend hebben om tot konstruktieve akkoorden te komen tussen "de samenstellende delen en op het niveau van de unie".

Wat dit laatste betreft herinneren de Brusselse leden van het P.B. die zich hebben gedistantieerd van het politiek akkoord over de enveloppes voor 88, dat het voornaamste motief voor hun desakkoord schuilt in de neiging om de "unie" te bouwen vertrekkende in essentie van de twee "takken" (of "vleugels") - de Brusselse leden hiervan inbegrepen en niet voldoende rekening te houden, zodoende en volgens hen, met de plaats van het Brussels gewest als dusdanig in het funktioneren en de activiteiten van de "unie".

4. MEDEDELING VAN JDB OVER DE INTERNATIONALE KONTAKTEN.

A.1. Kongres KKE - Athene :

werd gekenmerkt door :

- de aanwezigheid en de tussenkomst van alle politieke stromingen
- het zoeken naar een regeringsalternatief gebaseerd op de samenwerking van alle linkse partijen, alhoewel de PASOK het middelpunt van kritieken was.

A.2. Interessant kontakt met de partij van de Helleense linkerzijde en projekt tot kollokwium.

B. Projekt van kollokwium NRI-FJJ over ontwapening.

JDB informeert over de gunstige reakties op het niveau van het NRI voor een kollokwium rond een Centraal-Europese zone zonder kernwapens en met verminderde konventionele bewapening - kollokwium dat openstaat voor de tijdschriften en de instituten verbonden aan de KP's - voor de S.P. en voor andere vooruitstrevende samenstellende delen (o.m. kristelijke).

De ULB zou de organisatie hiervan op zich kunnen nemen.

Overgaan tot een gedachtenwisseling over de modaliteiten - de rol van de partij, tijdens een volgend P.B.

PROCÈS VERBAL DU BUREAU POLITIQUE DU 12 JUIN 1987

Présents : P. Beauvois - J. Debrouwere - M. Dullaert - R. Dussart - D. Fedrigo - R. Jacobs -
L. Loose - J. Moins - J. Nagels - Cl. Renard - J. Turf - L. Van Geyt -
S. Nudelhole

Excusés : J. De Geyter - M. Levaux - J. Vercaigne - M. Couteau

=====
=====

1. PV DES RÉUNIONS PRÉCÉDENTES

Adoptés avec les réserves d'usage.

2. LIGNES DE FORCE COMMUNES POUR PROGRAMMES ÉLECTORAUX

Large échange de vues sur base duquel document sera retravaillé de façon à pouvoir servir de "base commune" pour les documents fédératifs.

3. GROUPE DE TRAVAIL RECHERCHE SCIENTIFIQUE

LVG informe de l'avancement du travail en vue d'Assises larges pour une politique scientifique de paix avec texte de base de P. Gillis (à communiquer pour info aux membres du BP) et du changement d'atmosphère par rapport au climat morose et sceptique d'il y a un an (nouvelle disponibilité large, dans milieux directement concernés, pour un mouvement en ce sens).

Membres BP opérant dans "villes universitaires" s'attacheront à stimuler travail très large parmi chercheurs, dans perspective Assises.

R. Dussart suggère que ce point soit évoqué lors d'un prochain C.C.

4. CPN

- JDB donne information sur échange de vues qui se sont déroulés :
 - . avec une délégation du BP, sur matières évoquées dans document de réflexion du C.C. ;
 - . au sein de la commission internationale du C.C. essentiellement sur missiles, l'Afrique du Sud et l'Europe ;
 - . lors d'une réunion ouverte ~~du~~ Conseil flamand, sur récent succès du CPN lors des élections provinciales et premiers enseignements qu'en tire ce parti.

Rencontre dans l'ensemble très constructive faisant apparaître larges convergences entre autres sur matières traitées au CC de mars, et appelant suites actives.

5. PCUS

J. Turf informe sur données et impressions recueillies lors de son reportage en URSS et sur la nature profonde des changements en cours dans tous les secteurs.

PROCÈS VERBAL DU BUREAU POLITIQUE DU 26 JUIN 1987

Présents : P. Beauvois - J. Debrouwere - J. DeGeyter, M. Dullaert
D. Fedrigo - R. Jacobs - M. Levaux - J. Moins - J. Nagels -
Cl. Renard - L. Van Geyt - J. Vercagne

Excusés : R. Dussart (vacances) - L. Loose (étranger) - J. Turf
M. Couteau (malade) - S. Nudelhole (malade)

=====
=====

1. APPROBATION DES PROCÈS VERBAUX

- PV du BP du 12 juin en retard : Anne H. absente
- PV du secrétariat du 16 juin: prise en main de la photocomposition par la rédaction sera progressive.

D'autre part, le BP prend connaissance d'une lettre de JT dont traduction jointe au présent PV. Le BP estime, à la différence de JT, que le point contesté par lui n'est nullement en contradiction avec la décision déjà ancienne de séparer la gestion du DR (qui ressort du budget francophone du parti) de celle de la SPE (qui ressort du secteur des affaires). Il s'agit, au contraire, d'une étape ultérieure dans la mise en œuvre de cette décision, qui tend à éliminer les surpris relatifs appliqués à certains clients (mais non plus à la RV) grâce à une meilleure utilisation des capacités de production de l'imprimerie.

- PV du secrétariat du 23 juin : OK

2. BILAN ANNÉE SOCIO-POLITIQUE

- Lignes de force (programme du PCB-KPB): ● cf. confirmation, à l'approche des échéances budgétaires de l'été, des divergences croissantes entre "ultras" et modérés" de la coalition (et du grand capital) ==> points chauds du "réaménagement fiscal" et des investissements publics (en partie RTT - SNCB).

●cf. réussite au moins relative

du 19 juin et progrès - concrétisation du concept de l'"économie de paix" (voir e.a CNAPD-CPD et syndicalistes wallons en URSS).

●cf. Cl. Renard accepte de

rédiger une version "utilisable" des lignes de force.

●cf. envisager, vers la rentrée,

une (demi) journée de réflexion sur approfondissement thème économie de paix (cf. intérêt à cet égard, de la note de P. Gillis en vue "assises" pour une politique scientifique au service paix et développement).

●cf. envisager organisation

plus systématique de débats dans et hors parti à partir rentrée de septembre.

●Noter aussi marques d'intérêt

voire de préoccupation convergentes d'autres PC suite envoi document de réflexion CC fin mai :

- CPN (pour rappel)
- PC Autriche : lettre Muhri et document joint
- PCUS : contact direct reporté à la fin de l'été

3. INFO SUR CONTRÔLES EFFECTIFS + FLUX FINANCIERS FÉDÉRAUX

Echéance : 30/06 ; données en train d'être informatisées ; rassembler données (au 30/VI) d'ici fin août.

2.

4. PARACHÈVEMENT FÉDÉRALISATION

Réunion groupe mixte (BP + B. fédératifs) reportée à septembre ; entretemps concertations partielles.

5. INFO CONGRÈS PC FINLANDAIS (JV)

Ce parti cherche à panser plaies de la division avec un rigoureux apport féminin.

6. INFO COLLOQUE NRI-FJJ (JDB)

Devant hésitation NRI, JDB entreprendra démarche ultime à Prague, et esquisse possibles solutions de rechange.

7. CALENDRIER VACANCES

- Voir tableau joint
- Ajouter LVG (20/7 au 17/8)
ML (21/8 au 17/9)

Cher Louis,

Je te prie de bien vouloir m'excuser à la réunion du BP de ce 26 juin.
Comme Piet Lampaert est en vacances, j'ai pas mal de travail supplémentaire avant la parution de la R.V.

En ce qui concerne le PV du secrétariat national du 16/06/87, je me permets une remarque : au point 3, presse, on mélange à nouveau le problème DR et celui de la SPE, malgré une décision déjà ancienne selon laquelle la SPE ressort du secteur et le DR fait partie du budget francophone.

Je ne peux qu'interpréter ce point comme une volonté de maintenir le système des vases communicants, contrairement aux décisions prises.

LIGNES DE FORCE (PROGRAMME DU PCB-KPB) - DEUXIEME DOCUMENT DE
TRAVAIL

I.

En finir avec le gâchis néo-libéral

.....

1. On jugera le gouvernement Martens-Gol aux résultats de son action, en sachant qu'il dirige le pays depuis 1982, avec une majorité parlementaire élargie depuis 1985 et autant de pouvoirs spéciaux qu'il en a voulu pour appliquer sa politique.

On se rappellera aussi que les actes du gouvernement ont été l'expression d'une doctrine habituellement qualifiée de néo-libérale ("rétro-libérale" conviendrait mieux) et que l'on peut résumer en quelques mots :

- Ce qui est bon pour la haute finance est bon pour la Belgique ...

Mais les faits n'ont cessé de contredire cette théorie. Aussi a-t-on vu se succéder périodiquement, durant les deux législatures, d'importantes actions de contestation et de résistance qui ont démenti à chaque fois les prêcheurs de résignation (dont tous les inspirateurs n'appartiennent pas nécessairement aux milieux pro-gouvernementaux).

Il est vrai que ces luttes n'ont que rarement débouché sur des succès indiscutables, mais certaines ont pu ébranler le pouvoir et comportent des enseignements utiles. Dans deux cas au moins, l'affaire des missiles et celle de la dépénalisation de l'avortement, le point de vue progressiste a eu un grand retentissement grâce à des soutiens majoritaires au sein de l'opinion et à des relais relativement efficaces au niveau politique. Cela donne à croire que l'opposition populaire aurait pu battre en brèche sérieusement le néfaste plan de Val-duchesse si elle avait présenté les mêmes caractéristiques que dans les deux exemples cités. En l'occurrence, ce sont surtout les relais politiques qui lui ont manqué.

2. On a constaté ces derniers temps que la tendance "pure et dure" du néo-libéralisme avait fini par susciter des réticences jusque dans les milieux industriels. C'est un fait qui doit retenir toute l'attention des forces progressistes, mais dans un esprit offensif et non pour y voir la base d'un éventuel compromis qui permettrait au néo-libéralisme de maintenir sa prépondérance en échange de quelques concessions.

Esprit offensif veut dire essentiellement, sur les plans économique et social : 1) refus de l'austérité ; 2) défense et promotion des instruments publics indispensables à la lutte contre la crise.

Créer (ou recréer) cet esprit constituerait un véritable tournant au sein du mouvement populaire : on n'en veut pour preuves que la participation des démocrates chrétiens à une politique qu'ils ont subie plus qu'amendée, de même que l'extrême retenue des partis socialistes dans l'opposition.

C'est pourquoi le PCB pense que la bataille électorale ne sera féconde que dans la mesure où elle contribuera à clarifier les voies d'une alternative au gâchis néo-libéral. Cela concerne au premier chef toutes les forces politiques dont la base sociale souffre de ce gâchis.

En confrontant leurs programmes et leurs propositions, ces forces devraient pouvoir engager publiquement une réflexion nouvelle sur les perspectives, les objectifs et les méthodes de gestion qu'il convient d'opposer à l'action gouvernementale des six ou sept dernières années.

Si une telle réflexion faisait défaut, les élections perdraient une grande part de leur valeur démocratique au seul profit des groupes conservateurs les plus rétrogrades.

3, L'idée d'une alternative nécessaire ne date pas d'aujourd'hui. Mais, outre que sa nécessité tend à devenir plus pressante au vu du bilan gouvernemental, l'approche du 3e millénaire commence à lui donner un autre éclairage, compte tenu du renouveau à l'Est et des idées novatrices qui émanent aussi bien du mouvement des non-alignés que de tout un courant de penseurs progressistes en Occident.

Or, il est bien certain que les voies d'une alternative s'ouvriront d'autant plus largement chez nous qu'il y aura consolidation de la paix, développement de la coopération et renforcement de la démocratie à l'échelle de l'Europe et du monde.

Le tout est de savoir par où commencer en Belgique pour qu'un puissant mouvement populaire y impose les premiers changements et leur donne un effet d'entraînement à long terme.

II.

Pour une nouvelle croissance basée sur la paix et les besoins populaires

1. A- En pondérant les indications fournies par l'Institut National des Statistiques sur le revenu national en 1985, on constate que la part des travailleurs salariés (secteurs privé et public) et des travailleurs indépendants a diminué d'environ 200 milliards par rapport à 1980, alors qu'on enregistre un accroissement correspondant des revenus purement financiers. Comment s'étonner dès lors que la vente des produits de consommation courante continue de baisser, contrairement à ce qui se passe pour les produits de luxe ?

Les statistiques de l'INS font ressortir une des grandes inégalités à laquelle il faut s'attaquer pour enrayer l'appauvrissement de larges couches de la population et combattre la pauvreté.

- Relèvement des bas salaires, des allocations minimales et du minimex ;
- Rattrapage progressif des retards d'indexation accumulés des salaires, traitements et allocations, y compris dans le secteur public ;
- Organisation d'une grande enquête sociale et parlementaire sur l'ampleur et les causes de l'appauvrissement ainsi que sur les moyens d'y remédier.

B-Ils n'y a aucun risque de "tuer la poule aux oeufs d'or"... Selon le dernier rapport de la Banque Nationale, le pourcentage de variation du revenu disponible des sociétés (bénéfices + amortissements) a augmenté de 34,1% en 1986, tandis que les salaires - pour la première fois depuis cinq ans - progressaient de ...1% !

C'est un autre élément qu'il faut prendre en compte dans l'action contre la dérégulation sociale et l'aggravation du chômage.

- Sauvegarde et consolidation de la sécurité sociale, notamment en redistribuant les charges patronales de manière à favoriser l'embauche (remplacement du critère de la masse salariale par celui de la valeur ajoutée pour la fixation des cotisations patronales) ;
- Normalisation progressive des sous-statuts (y compris dans le secteur privé) ;
- Négociation obligatoire des choix et modalités en matière d'innovation technologique, en vue de préserver l'emploi (durée du travail, reconversion ...) et les conditions de travail ;
- Réduction de la durée légale du travail, sans perte de salaires, en direction de la semaine de 35 heures à l'échelle européenne.

2. A- "Prendre l'argent où il se trouve" - on l'a déjà vu - n'a rien d'un slogan démagogique : ce n'est pas l'argent qui manque.

Les taux moyens de fraude ou de sous-estimation fiscales retenus pour l'exercice 1984 ont été les suivants, selon "Les niveaux de vie des Belges" (février 1987) :

Revenus cadastraux : 50%

Revenus mobiliers : 90%

Revenus professionnels : 15,4%

Il faut savoir en outre que les trois grands producteurs d'électricité, UNERG, INTERCOM, et EBES, ont payé 128 millions au fisc en 1985 pour des bénéfices s'élevant à près de 31 milliards, alors que le prix de l'électricité en Belgique dépasse de 25% la moyenne de la CEE...

La lutte contre la fraude permettrait, sans alourdissement des impôts sur les revenus modestes et moyens,

- de réaliser le décumul, le relèvement des minima et l'indexation des barèmes fiscaux sans aucun problème ;
- et, en même temps, de mettre fin aux fausses économies qui frappent les dépenses sociales et culturelles, dont l'enseignement et la recherche scientifique, la santé, les services d'utilité publique, les finances communales...

L'administration existante est en mesure de lutter contre la fraude à condition que le pouvoir en ait la volonté politique : aussi faut-il restituer à l'Inspection Spéciale des Impôts les moyens et les pouvoirs dont elle a été dépossédée récemment.

Prendre l'argent où il se trouve, cela veut dire également :

- pas de réduction des taux minima sur les revenus du capital et de la fortune ;
- taxation des grosses fortunes ;
- abolition des scandaleux privilèges fiscaux dont jouissent les trusts de l'électricité et les banques.

B- 185 milliards, c'est le montant des fuites de capitaux du secteur privé en 1986, tel qu'il ressort du rapport d'un groupe de travail interministériel, daté du 31 mars 1977. Ce chiffre est d'autant plus frappant qu'il représente 3,4% du Produit national brut (PNB) contre 1,6% en 1985, au moment où les sorties de capitaux ne s'élevaient qu'à 79 milliards. 106 milliards d'augmentation en un an!

Les mesures à prendre s'imposent d'elles-mêmes :

- Contrôle démocratique sur les mouvements financiers transnationaux : loi anti-raiders, actualisation de la réglementation bancaire ; législation protégeant mieux les petits épargnants contre les manipulations financières ;
- Instauration de taxes dissuasives sur les exportations de capitaux hors de la zone-franc belge et de la zone-ECU.

3. La Banque nationale fait remarquer, dans le rapport déjà cité, que les investissements délaissent la production industrielle nationale malgré la reconstitution des réserves des sociétés et le rétablissement de la "compétitivité" des entreprises. Même quand la spéculation ne l'emporte pas sur toute la ligne, il faut encore faire la part des énormes capitaux qu'absorbe une informatisation-robotisation sans contrôle qui n'obéit à aucun critère d'utilité sociale.

L'utilité sociale doit devenir le critère n°1. Il faut pour cela :

- Programmer une croissance nouvelle axée sur la satisfaction maximale des besoins sociaux, sur une création maximale d'emplois utiles dans des secteurs favorables au développement d'une économie de paix et sur une gestion responsable de l'environnement (économie de paix au service de l'homme).

Cela implique que les entreprises elles-mêmes soient tenues d'investir dans des productions utiles les capitaux que beaucoup d'entre elles consacrent à des opérations purement financières, - ce qu'il est convenu d'appeler "la financiarisation".

Cela implique que l'on cesse les gaspillages de toutes sortes fautes, notamment, d'une véritable politique d'utilisation rationnelle de l'énergie.

La politique des aides et commandes publiques doit être revue en fonction du nouveau type de croissance recherché. Une large place sera réservée à la construction, en particulier à la rénovation et à la réhabilitation de l'habitat ainsi qu'au logement social.

Cette croissance nouvelle est aussi celle de la valorisation de notre matière grise et de l'action humanitaire :

- relance et réorientation dans une perspective de coopération européenne et mondiale, de la politique de recherche scientifique - particulièrement en matière de recherche fondamentale et de sciences de l'homme et de la société ;
- défense et dynamisation, dans le même esprit, des services et entreprises publiques (avec autonomie de gestion sous contrôle démocratique);
- Promotion hardie de toutes les formes d'enseignement, de formation et de culture;
- développement d'une grande politique de coopération économique, et techno-scientifique (Est-Ouest, Nord-Sud) aux niveaux de la Belgique et de l'Europe des Douze.

4. La recherche d'une croissance nouvelle au service de l'homme et les choix qui en découlent sur les plans économique, politique, social et culturel sont de nos jours indissolublement liés à la lutte de l'humanité pour sa survie, c'est-à-dire :

- à la désescalade des blocs, au désarmement et à l'instauration d'une ère de coopération pacifique paneuropéenne et mondiale. En résumé : **DESARMER POUR SURVIVRE**, mais aussi **POUR DEVELOPPER**.

On avancera dans ce sens notamment par la mise en oeuvre rapide et sans compensation sur le plan des armes conventionnelles de l'option zéro en matière de missiles, par la création d'une vaste zone européenne de sécurité nucléaire et conventionnelle, et par le démantèlement progressif des barrières aux échanges Est-Ouest et Nord-Sud.

La Belgique est en mesure d'y contribuer de façon non négligeable. C'est aussi une question de volonté politique.

Démocratie et fédéralisme : même combat

Le gâchis néo-libéral ne se limite pas aux aspects de la crise évoqués précédemment. La logique de la politique d'austérité est une logique d'autoritarisme ; elle a besoin de pouvoirs spéciaux à jet continu ; elle a besoin de tout un conditionnement de l'opinion fait de résignation aux "sacrifices", voire de culpabilisation. La combattre, c'est défendre la démocratie.

1. Il faut arrêter le grignotage des libertés et l'abaissement des assemblées élues :

- Réglementation stricte du recours aux pouvoirs spéciaux et à la question de confiance ;
- contrôle démocratique sur les polices et restauration de l'indépendance de la magistrature envers le pouvoir exécutif ;
- sauvegarde des droits syndicaux, et en particulier, du droit de grève ;
- droit de vote pour les immigrés aux élections communales ; accueil généreux des réfugiés ;
- respect de l'autonomie communale, y compris par l'octroi de ressources suffisantes aux villes et communes ;
- contrôle démocratique du fonctionnement des banques de données.

2. Il faut fédéraliser réellement l'Etat belge

La négation des aspirations populaires à une véritable autonomie pour la Flandre, la Wallonie et la région bruxelloise, qui doit être reconnue comme telle, est un facteur d'aggravation de la crise de l'Etat et du régime démocratique lui-même. En Belgique, la fédéralisation est indispensable au développement de la démocratie, comme d'ailleurs à la mise en oeuvre d'un nouveau modèle de croissance.

Il faut inverser la logique de la délégation des compétences et des pouvoirs, logique qui marque encore les lois de 1980 : ce sont les composantes fédératives du pays qui doivent en arriver à redéfinir le rôle du pouvoir central après que celui-ci ait transféré vers les actuelles Régions et Communautés 50% de ses moyens budgétaires et fiscaux.

Dans cette perspective, il faut au plus vite :

- procéder à l'élection direction au suffrage universel des assemblées fédératives ;
- fédéraliser toute la politique industrielle et l'enseignement.

Bedenkingen van Louis Van Geyt

« De hoeken afronden volstaat niet »

Aan de vooravond van de vakantieperiode heeft KP-voorzitter Louis Van Geyt de diagnose gesteld van de politieke toestand in ons land, en meteen aangeduid welke behandeling de patiënt enige hoop op verbetering kan geven. L.V.G. vertrekt van de vaststelling dat er binnen de meerderheid twee stromingen bestaan: de harde Verhofstadt-lijn, naast een meer gematigde stroming die men aantreft bij de kristen-demokraten en ook bij sommige franstalige liberalen. De KP-voorzitter wil zich niet laten opsluiten binnen de keuze tussen de pest en de cholera: er bestaat een derde weg, die een echte uitweg uit de problemen aanwijst.

TWEE STROMINGEN

Het staat vast dat CVP-voorzitter Frank Swaelen en Melchior Wathelet, voorzitter van de Waalse deelregering, zich nogal duidelijk afzetten tegen de fiskale- en begrotingsplannen van Verhofstadt. De eerstgenoemde heeft zelfs duidelijk laten verstaan dat een verandering van coalitie best mogelijk is. Men zou op 't eerste zicht kunnen denken dat het hier gaat om een operatie die de Voer-perikelen of het magere bilan van het Europees Voorzitterschap moet doen vergeten. Maar het is méér: het gaat niet enkel over de fiskaliteit, de begroting en de privatiseringen, het gaat ook over het belangrijke probleem van de overheidsbestellingen, zoals die van de RTT en van het spoor.

Men vindt niet alleen die verschillende benaderingen binnen de regering, maar eveneens binnen de financiële wereld. Ik denk daarbij aan de noodkreet van Fabrimetal betreffende de overheidsbestellingen. Ik denk bvb. ook aan de verklaringen van een Etienne Davignon die het belang van de binnenlandse markt her-ontdekt, aan de CEPES-nota die een begrotingstekort verwacht dat groter is dan 8 % voor 1988, aan de woorden van Löwenthal, directeur van het IRES die, samen

Louis Van Geyt: « Twee stromingen binnen de regering ».



met bankiers als Siaens van de Bank De Groof pleit voor een spreiding van de soberheid en voor een herverdeling van de fiskale lasten veeleer dan voor een vermindering.

Er bestaat dus een tegenstelling tussen diegenen die van mening zijn dat men de ekonomie niet herstelt vanuit een industriële en sociale ruïne, en de neoliberale ultra's, die voorstanders zijn van de bull-dozerpolitiek, zonder enige belangstelling voor de sociale gevolgen en voor de gevolgen, op de binnenlandse markt.

De stellingen van de « gematigden » vinden een gunstige weerklank op de oppositiebanken. Vandaar dat het debat beperkt schijnt te worden tot een keuze tussen twee varianten: het Thatcherisme op z'n Belgisch, of een matiging van het soberheidsbeleid met enige bezorgdheid voor de binnenlandse markt.

WAT WILLEN DE « GEMATIGDEN » ?

Mijn vraag is nu: houdt die gematigde optie de mogelijkheid voor een echte relance in? Kan ze de tewerkstelling herstellen? Kan ze de sociale rechtvaardigheid herstellen? Kan ze de leefbaarheid van de overheidsbedrijven verzekeren? Of een waarachtige industriële rekonversie? In één woord: stelt ze wel een echte wisseloplossing voor?

Natuurlijk moet men de ijver van een Verhofstadt intomen, maar ik zie nergens, bvb. in de woorden van een Löwenthal, een voorstel om de belastingsinspektie terug efficiënt te maken. Niemand betwist de bovengrens van 50 % voor de personenbelasting, alhoewel de inkomens van de rijkste belastingsplichtigen reeds in grote mate ontsnappen aan de fiskus. M. Hansenne zegt: « Men moet het onrechtstreekse deel van het loon verminderen, omdat het de tewerkstelling bestraft ». Het is waar dat dergelijke mechanismen de vervanging van personeel door machines in de hand werken. Maar geen enkele van die « gematigden » stelt voor de vermindering van de sociale afhoudingen te compenseren door een taxatie op de faktor kapitaal (bvb. door de patronale bijdrage te berekenen in functie van de toegevoegde waarde). Nergens ziet men ernstige plannen tot rekonversie van de industriebeekens. En zij die pleiten voor meer overheidsinvesteringen beschouwen als melkkoe voor de grote privé-groepen, met als onafwendbaar gevolg de stijging van de openbare schuld.

DE DERDE WEG

Ook op andere belangrijke terreinen is er weinig onderscheid te merken tussen de « gematigden » en bijvoorbeeld de onvoorwaardelijken à la Gol en zijn vrienden in de PRL-leiding. Zij zijn het allen roerend eens over de concentratie van de macht in de handen van de regering, over de uitbreiding van de bevoegdheden van de staatspolitie en over hun samenwerking



Guy Verhofstadt, de koptrekker van de « harde lijn ».

met de politiediensten van de V.S. Ook op het gebied van de ontwapening stel ik vast dat heel wat « gematigden » de Navo-stelling steunen dat de terugtrekking van de Euro-raketten moet gepaard gaan met een toename van de konventionele bewapening.

De echte wisseloplossing voor de keuzen van de ultra's kunnen slechts geformuleerd worden in dienst van de mensen. Demokratische keuzen dus. Dat houdt een belangrijke rol in van de openbare sektor, openbaar initiatief op verschillende vlakken die iets anders betekenen dat het begeleiden van de keuze van het grootkapitaal, maar die beantwoorden aan de behoeften en verzuchtingen van het volk. Ook wanneer dit betekent dat men het financieelkapitaal stevig moet aanpakken.

Wij denken dat een werkelijke wisseloplossing op drie pijlers moet steunen. 1. De maximale opvoering van de nuttige tewerkstelling, met behulp van een fiskaliteit die niet gericht is op de likwidatie van arbeidsplaatsen of van de grijze materie. 2. Een offensief programma voor vreedzame samenwerking zowel Oost-West als Noord-Zuid. 3. Gedurfde initiatieven voor ontwapening en tegen de blokkenpolitiek, vertrekkend van Centraal-Europa.

Er zijn interessante voortekenen voor nieuwe mogelijkheden. Het succes van de aktiedag van de Openbare diensten van 19 juni heeft de verwachtingen overtroffen. Men moet echter een perspectief van verandering kunnen ontwikkelen. Men moet de verbinding kunnen leggen met andere doeleiden, waarbij ik denk aan het objektief van de vredesbeweging voor de betoging van 25 oktober.

Voor de kommunisten moet in elk geval het verzet tegen de ultra-liberale politiek gezien worden in het perspectief van een waarachtige verandering. Indien men zich beperkt tot het afronden van de hoeken, kan dit slechts leiden tot ontgoocheling en mislukking op termijn.

(Verklaringen van Louis Van Geyt genoteerd door Nicolas Errante van de Drapeau Rouge.)

PROCES-VERBAAL VAN HET POLITIEK BUREAU VAN 11.09.1987.

Aanwezig : J.De Geyter, M.Dullaert, R.Dussart, D.Fedrigio, R.Jacobs, M.Levaux, L.Loose, J.Moins, J.Nagels, J.Turf, L.Van Geyt, J.Vercaigne, S.Nudelhole.

Verontschuldigd: P.Beauvois, J.Debrouwere, Cl.Renard, M.Couteau.

1. P.V.'S VAN VORIGE SEKRETARIAATSVERGADERINGEN :

PV 1/9: verzending RV : werd volkomen ten onrechte vermeld in de kontekst van een herverdeling van taken tussen DR en SPE : de verzending gebeurt sinds lang door de ploeg van de VPU.

PV 8/9: mutualiteiten : SN vertolkt, en RJ herhaalt, uitdrukkelijke reserves over het afgewogen karakter van het gepubliceerde persbericht (volgens hen te gevoelig aan de aangevoerde beschuldigingen), reserves die niet gedeeld worden door de andere intervenienten (waarvan zekere de tolk zijn van kritieken in omgekeerde richting)

Diskussie over de onderliggende problematiek (onze verhouding tot de traditionele structuren van de arbeidersbeweging en hun zwakke plekken). Te hernemen op het PB voor midden-oktober.

gevangenen : DF bereidt het persbericht voor dat hij verleden week voorstelde, maar dat uitgesteld werd om een "overlast" in de media te vermijden.

2. REGERINGSKONKLAAF.

DF en MD bekomentariëren hun nota's.

Uit de diskussie blijkt dat op het stuk van belastingen zelf, een mobilisatie weinig waarschijnlijk is zelfs indien de partij een reeks zwakke punten aantoot :

- het ontslag van de kommissarissen,
- de regering neemt meer dan ze teruggeeft,
- geen strijd tegen de grote fiskale fraude, die nog gemakkelijker wordt door het personeelsgebrek bij de administratie van financiën,
- geschenken aan diegenen die hoge belastingen betalen,
- bijna-zeker een verhoging van de indirekte en gemeentelijke belastingen ... na 89!
- negatieve gevolgen voor de economische ontwikkeling, enz...

Nadenken over voorstellen en zich inschakelen in het reële debat ===) welke amendementen zouden kommunistische parlementairen voorstellen (zie ook recent interview van LVG aan "Le Journal").

Voor het overige de nadruk leggen op de begrotingspolitiek van de regering, cf. de bijkomende gevolgen van het St.Annaplan (onderwijs, werklozen, ...) en systematisch de nadruk leggen op de thema's "tewerkstelling" en "sociale zekerheid" welke de regering tracht naar het achterplan te verwijzen en waarop mogelijk een sensibilisering op gang kan komen door zich te steunen op de minder "Houthuysiaanse" akcenten van de huidige leiding van het ACV-CSC.

PROCES-VERBAAL VAN HET POLITIEK BUREAU VAN 25 SEPTEMBER 1987.

Aanwezig : J. Debrouwere, J. De Geyter, M. Dullaert, R. Dussart, D. Fedrigo, R. Jacobs, M. Levaux, L. Loose, Cl. Renard, L. Van Geyt, J. Vercaigne.

Verontschuldigd : P. Beauvois, J. Moins, J. Nagels, J. Turf, M. Couteau.

1. P.V.'s van de vorige sekretariaten en P.B.'s : aangenomen onder het gewone voorbehoud.

2. VOORBEREIDING VAN HET CENTRAAL KOMITEE.

Regeringskonklaaf:

- vervolg van de gedachtenwisseling, aangevat op het vorige P.B., op basis van de nota's van D.F. en van M.D.

- akkoord over de oriëntatie van de "algemene lijnen" ; vertrekkend daarvan zullen programma's moeten opgesteld worden op het niveau van de federatieve instanties.

25 oktober :

gedachtenwisseling over de perspectieven na 25 oktober aangaande de kernvrije zone in westelijk Europa, over het debat dat moet plaatshebben over de politieke rol van het Europa der Twaalf inzake bewapening/ontspanning.

3. CENTRALE BEGROTINGSBESPARINGEN.

Korte informatie over vraag LL die tot doel heeft de gemengde groep "federalisering" te raadplegen over zekere keuzes met structurele gevolgen (zie PV van Sekretariaat van 22/9, punt 2).

Levens
[Holle - Vil van de]

Levens

- Levens Prof. / Levens Prof. / Levens

ve wel groep meer verduidelijken →

Levensvellen.

Wat Aan de Maatschappij Van

toekomstige groep door in de Levens →

Levens
n de Levens

Levens
Levensvellen
Levensvellen
Levensvellen
Levensvellen
Levensvellen

Levens
Levensvellen
Levensvellen
Levensvellen
Levensvellen
Levensvellen

Levensvellen.

Levensvellen

Levensvellen

- Levensvellen
- Levensvellen
- Levensvellen

PROCES-VERBAAL VAN HET POLITIEK BUREAU VAN 9 OKTOBER 1987.

Aanwezig: J. Debrouwere, J. De Geyter, M. Dullaert, R. Dussart, D. Fedrigo, L. Loose, Cl. Renard, J. Turf, L. Van Geyt, J. Vercaigne, S. Nudelhole.

Verontschuldigd: P. Beauvois (DR-feest), M. Levaux (gezondheidsredenen), J. Moins (voor het 1ste punt) R. Jacobs (feest), M. Couteau (DR-feest).

1. GEVOLGEN VAN HET C.K.

- Persbericht over de fiskale maatregelen : akkoord over de tekst die maandag gepubliceerd wordt met een bijvoegsel Golf op te maken in het licht van de laatste ontwikkelingen (SN).

Gedachtenwisseling over dit persbericht maakt duidelijk dat er een verdeelde mening is over het huwelijkskotiënt ==) discussie te hernemen ; het PB wenst hierover de mening te kennen van de vrouwencommissie.

- Politieke kontekst : het PB zet de discussie voort die op het C.K. aangevat werd, over het verslag en de nota van M. Dullaert.

Deze gedachtenwisseling maakt het volgende duidelijk :

- vertrekkend vanuit het PB, is er een diepgaander onderzoek nodig van verschillende problemen die verbonden zijn met de crisis van de sociale structuren die een erfenis vormen van de "welzijnsstaat" (ziekenkassen, financiering van de sociale zekerheid), met het concept van een nieuw ontwikkelingsmodel (inbegrepen de SST, de kerncentrales, ...) en met de banden hiervan met het concept van vredesekonomie.

- dat het nodig is dit type van problemen te onderzoeken in een zo "transkommunautair" mogelijke optiek, om zo korrekt mogelijk zowel de gemeenschappelijke als de specifieke aspecten ervan te kunnen onderzoeken die prioritair de aandacht hebben van ieder landsdeel (en deze beschouwing geldt, indien men de lijn tot het uiterste doortrekt, tot en met een probleem dat zo controversieel is als de Voer).

- de noodzaak om ons meer toe te spitsen op de wijze van konkretiseren, op het terrein, van onze aanpak van zulke problemen, te beginnen met die problemen die nu reeds het voorwerp van een consensus uitmaken, zoals de "vier punten van Lindemans" inzake vredesekonomie.

- de noodzaak om een volledig beeld te hebben van de "toestand van de partij" en de middelen waarover zij werkelijk beschikt om op die manier, op het terrein, de oriëntaties die worden voorgesteld te verwerken en te konkretiseren.

Nadenken over de meest nuttige wijze om hieraan een konkrete verlenging te geven in de richting van de partij zoals zij is. (eventueel "konklaaf" begin 88 ?).

2. KERNVRIJE ZONE IN CENTRAAL EUROPA EN DE TSJECHISCHE K.P.

Cl. Renard geeft informatie over de gesprekken die hijzelf en JDB hebben gehad in Praag in het kader van de stappen ondernomen door de partij na Reykjavik, in de richting van de K.P.'s en S.P.'s en andere gesprekspartners die bij het SPD-SED-voorstel betrokken zijn.

Uit deze informatie blijkt dat nog belangrijke keuzes moeten gemaakt worden door onze gesprekspartners.

LVG trekt de aandacht op de noodzaak, in het perspectief "na de ondertekening" van een akkoord over de middellange afstandsruketten, om de vredeskrachten in Europa ertoe te brengen terug het initiatief te nemen in dossiers die zouden moeten volgen : ontwapening inzake konventionele wapens en taktische kernwapens; zones van wederzijdse terugtrekking, te beginnen met Centraal-Europa ; overgaan van de konfrontatie naar de samenwerking.

Belang, in dit perspectief, om in deze dossiers ook de dynamiek van de "beperkte eenzijdige stappen" terug op te nemen, die tot doel hebben bi- of multilaterale vooruitgang van grote omvang los te maken.

Dus nieuwe aktualiteitswaarde van de suggestie die een jaar geleden door het PB werd weerhouden en die tot doel had te komen tot een gedeeltelijke en symbolische terugtrekking van konventionele eenheden gestationeerd op Tsjechisch grondgebied in het kader van het Warschaupakt.

* * * * *

PROCES VERBAAL POLITIEK BUREAU VAN 23.10.1987

Aanwezig: P.Beauvois, J.De Geyter, M.Dullaert, R.Dussart, D.Fedrigio, R.Jacobs, M.Levaux, L.Loose, J.Moins, Cl.Renard, J.Turf, L.Van Geyt, S.Nudelhole.

Verontschuldigd : M.Couteau, J.Nagels, J.Vercaigne.

1. PV. VAN VORIGE SEKRETARIATEN EN P.B.'s.

De PV's van 29.9, 6 en 13.10 (N.S.) en 25.9 (PB) worden aanvaard onder voorbehoud van schriftelijke opmerkingen die overgemaakt worden voor het sekretariaat van 27.10.

In punt 2.- laatste alinea : het woord "symbolisch" schrappen.

De PV's van de dubbele vergadering van 20.10 worden aanvaard onder voorbehoud van schriftelijke opmerkingen die overgemaakt worden voor het sekretariaat van 5.11.

2. WETGEVENDE VERKIEZINGEN.

1. Verkiezingsoperaties : in gang te zetten en te volgen door de federatieve bureaus.

nationaal nummer : LVG heeft stappen ondernomen voor 2 x 5 handtekeningen van parlementairen. Antwoord binnen een week.

AANDACHT : om een nummer te bekomen, moeten lijsten voor Kamer EN Senaat ingediend worden in minimum 5 provincies ==> de keuze behoort tot de bevoegdheid van de federatieve instanties voor Vlaanderen en Wallonië.

Brabant : vermits apparentering alleen mogelijk is tussen OFWEL Brussel en Leuven, OFWEL Brussel en Nijvel, akkoord van het PB om, in functie van rekenkundige criteria de apparentering met Nijvel te weerhouden.

2. Propaganda : behoort tot de bevoegdheid van de federatieve instanties ; het gemeenschappelijk kader blijft de algemene lijnen.
3. Budgetaire middelen : het nationaal sekretariaat zal zo vlug mogelijk onderzoeken welk bedrag kan gemobiliseerd worden met welke verdeling.
4. Strategie : akkoord dat de partij aan de verkiezingsstrijd deelneemt in alle belangrijke centra, inbegrepen in Brussel (2 stemmen tegen).

akkoord om in dit geval de wens uit te spreken dat een vooruitgang in stemmen van de KP gepaard zou gaan met een algemene vooruitgang van de vooruitstrevende krachten, de "speerpunt" van onze campagne moet gericht zijn tegen de uittredende meerderheid.

3. MOSKOU - 70e VERJAARDAG.

Gezien de verkiezingscampagne zal LVG slechts voor korte tijd gaan, R.Dussart zal aan alle ceremoniën deelnemen.
